

regards

PARAIT LE JEUDI

N° 183



LE 14 JUILLET 1937

1 fr. 50
2 frs. BELGES
0.40fr. SUISSE
24 pages

NUMÉRO SPÉCIAL



18 JUILLET 1936-1937

dans ce numéro

Le Général MIAJA

J. HERNANDEZ

ministre de l'Instruction publique

Romain ROLLAND

Emile VANDERVELDE

Ilya EHRENBURG

Léon ARCHIMBAUD

etc..., etc.

UN AN de GUERRE CIVILE en ESPAGNE

Le mensonge

DE LA

NON-INTERVENTION

par Emile VANDERVELDE



Notre document représente (de gauche à droite) : Bil-loux, Adler, Venni, le colonel Dumont, un officier espa-gnol, Gallo, Scheveneech, Dahleim, qui viennent de rendre visite à une brigade. L'unité d'action internationale est donc possible et réalisable.

JUSQUES à quand les gouvernements démocratiques, spécialement ceux de France et de Grande-Bretagne persisteront-ils à ne pas dénoncer l'accord dit de non intervention qui est de plus en plus effrontément violé par l'Allemagne et par l'Italie, en attendant qu'elles trouvent elles-mêmes, avantage à le déchirer.

Cette question tant de fois posée, les représentants des organisations syndicales et socialistes espagnoles l'ont posée à nouveau, de la manière la plus pressante, devant la réunion commune qui s'est tenue à Paris, le 24 juin, de la *Fédération Syndicale Internationale* et de l'*Internationale Ouvrière Socialiste*.

Il y a quelque temps encore, après l'établissement du contrôle, on pouvait se demander si les puissances fascistes, mises en échec devant Madrid, ne songeraient pas à tirer leur épingle du jeu et ne se résigneraient pas, en faisant le nécessaire pour garder la face, au retrait des forces armées étrangères opérant en Espagne.

Mais il y a eu depuis, Guernica et Almeria. Il y a eu la chute de Bilbao. Il y a, en direction de Santander, la marche des « flèches noires » italien-

nes. Et, pendant ce temps, les puissances démocratiques s'obstinent à se voiler la face, se perdent en palabres stériles, et sous prétexte de non-intervention — une non-intervention à sens unique — interviennent, au contraire, avec rigueur pour empêcher le gouvernement espagnol de se procurer les armes et le matériel indispensables à sa défense.

Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que les socialistes espagnols aient fait à nouveau appel aux organisations ouvrières pour leur demander aide et assistance non pas en paroles mais en actes.

Dans un ordre du jour laconique et précis, ils demandèrent aux deux Internationales (F. S. I. et I. O. S.) de :

1° *Faire pression sans délai, et par tous les moyens, sur les gouvernements adhérents à la S. D. N., afin qu'en accord avec le Pacte, ils aident le gouvernement espagnol à récupérer son indépendance politique et territoriale.*

2° *Imposer le retour à la liberté du commerce afin que le Gouvernement espagnol — dont la légitimité est hors de doute — puisse acquérir les armes nécessaires à la défense de son territoire et de son droit ;*

3° *Etendre les obligations inéquivoques de solidarité envers la cause de l'Espagne Républicaine à tous les militants et à toutes les organisations responsables adhérant aux deux internationales.*

Nous faut-il avouer qu'en prenant connaissance de ce texte, nous n'étions pas sans craindre qu'il ne soit voté sans résistance, mais avec un médiocre souci de faire autre chose et plus qu'une manifestation platonique. Cela s'était déjà vu. Cela pouvait se voir encore.

Cette fois, heureusement, il n'en a pas été ainsi. D'une part, les délégations françaises déclarèrent tout de suite énergiquement, que le maintien de la « non intervention à sens unique », au seul détriment d'un gouvernement ami, devenait une impossibilité morale.

D'autre part — et ce fut l'événement de la journée — sir Walter Citrine, président de la Fédération Syndicale Internationale, apporta à la résolution espagnole, l'adhésion, mûrement réfléchie et délibérée du Parti Travailleiste et des Trade Unions, ajoutant que le jour où cette politique de non intervention véritable, restituant au Gouvernement espagnol la liberté à laquelle on n'eût dû jamais porter atteinte, de se procurer les moyens de se défendre, serait adoptée par le Gouvernement britannique, cela pouvait comporter des risques mais que ces risques, les travailleurs anglais étaient prêts à les assumer.

Venant de la section la plus modérée, peut-être, des deux Internationales, cette déclaration devait faire une impression profonde. Et, pour qui connaît les relations étroites existant en Angleterre, entre le Gouvernement et l'opposition de Sa Majesté, ces paroles de Citrine, reprises par le délégué du Labour, éclairèrent singulièrement le sens des discours qui furent prononcés, le même jour et à la même heure, à la Chambre des Communes, par le Premier Ministre et le secrétaire du Foreign Office.

C'est un fait nouveau dont on a pu comprendre la signification à Berlin et à Rome, que ces paroles de M. Neville Chamberlain exprimant d'une manière catégorique, le mécontentement « de l'échec du système de non ingérence ».

Et c'est un autre fait nouveau, que cette déclaration, lourde de conséquences possibles, de M. Eden :

Un des croiseurs allemands, dont les canons bombardent les villes espagnoles.

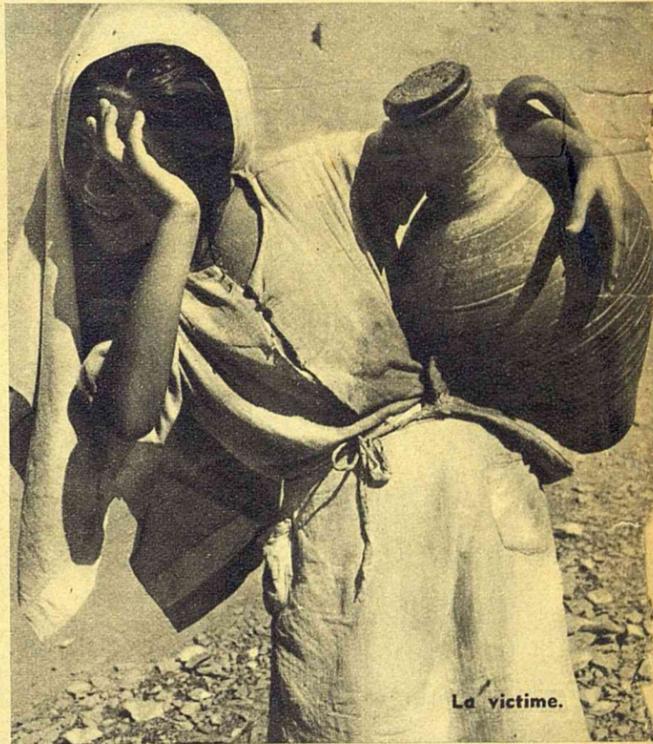
Dans cette grande lutte qui a mis face à face deux types de civilisation et deux conceptions du monde, l'Italie fasciste n'est pas restée neutre; elle a combattu et la victoire sera aussi la sienne.

Nous entendons bien qu'après cela, les conservateurs anglais se raccrochent désespérément à la politique dite de non intervention; qu'ils continuent à y voir le moyen de localiser le conflit et d'éviter la guerre; mais ils se rendent bien compte que, contre la révolte grandissante de l'opinion, leur situation deviendra intenable s'ils n'arrivent pas à imposer sans plus de délais et d'atermoiements, la fin des invasions allemande et italienne en Espagne et le retrait — avant qu'il soit trop tard — des quelques cent-vingt mille hommes qui opèrent contre le Gouvernement républicain.

Voici tantôt un an que les « officiels » essaient de donner le change sur la mystification monstrueuse qu'on appelle la politique de non-intervention et qui devrait s'appeler exactement le contraire.

Les puissances démocratiques interviennent, en effet, en liaison avec les autres, pour bloquer les frontières d'Espagne, pour arrêter, au passage, les volontaires de la liberté, pour mettre l'embargo sur tout ce dont les républicains ont besoin pour se défendre contre la plus injustifiable des agressions.

Les puissances fascistes, de leur côté, interviennent dans une mesure telle qu'elles ont, suivant le mot du Président Azana, transformé la guerre civile en guerre d'invasion. Et non seulement elles



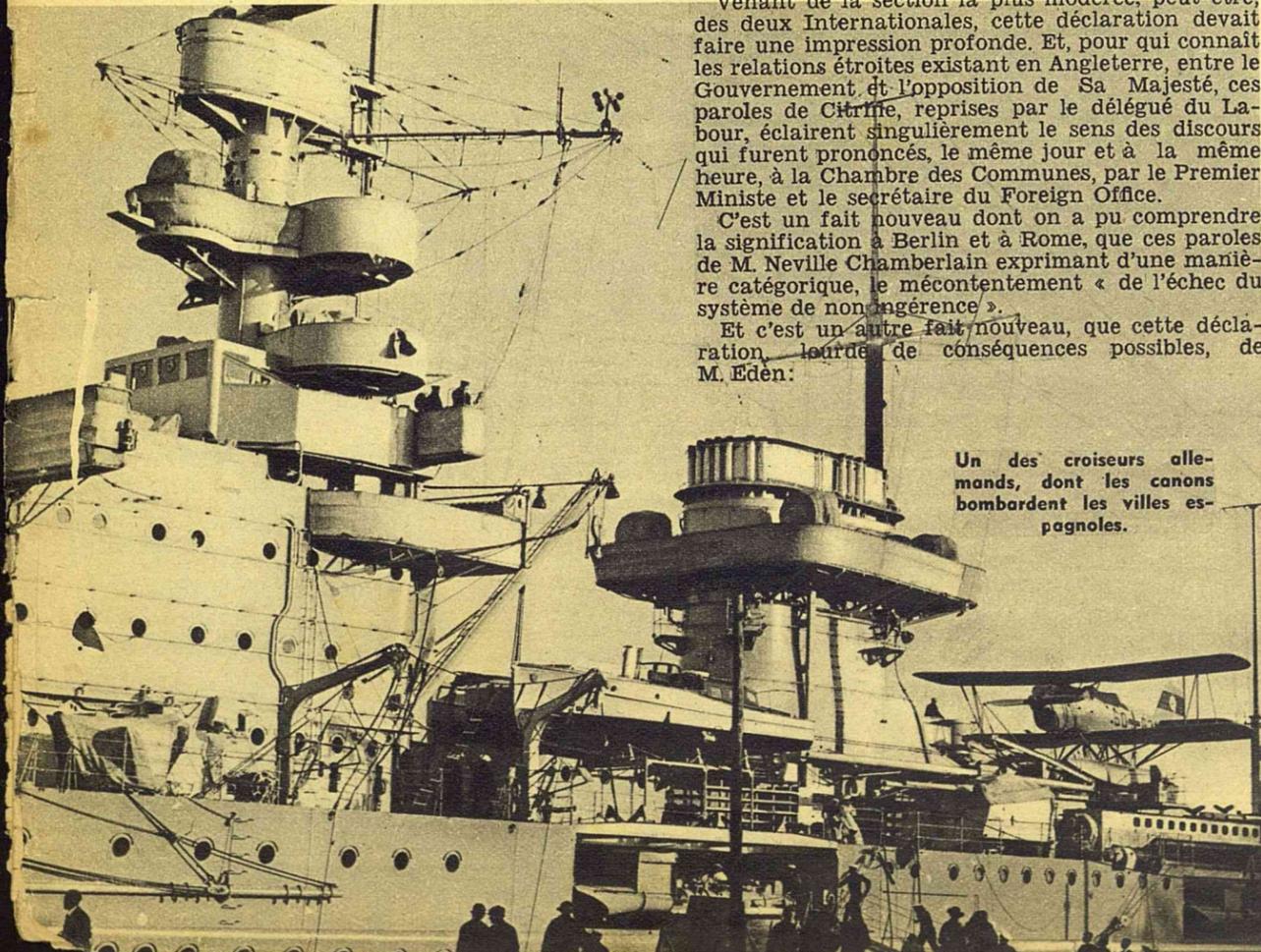
La victime.

violent des accords qu'elles ont signé, mais elles se glorifient de cette violation.

Témoin, cet article de M. Mussolini ou, après avoir affirmé ses espoirs dans la défaite prochaine du gouvernement espagnol, il ajoute ces paroles, inouïes sous la plume de l'un des signataires des accords de non intervention :

Etant donné l'état dans lequel se trouvent nos armements et ceux de certains de nos amis, je ne pense pas que nous devions toujours battre en retraite et céder lorsqu'il s'agit d'intérêts britanniques d'importance vitale.

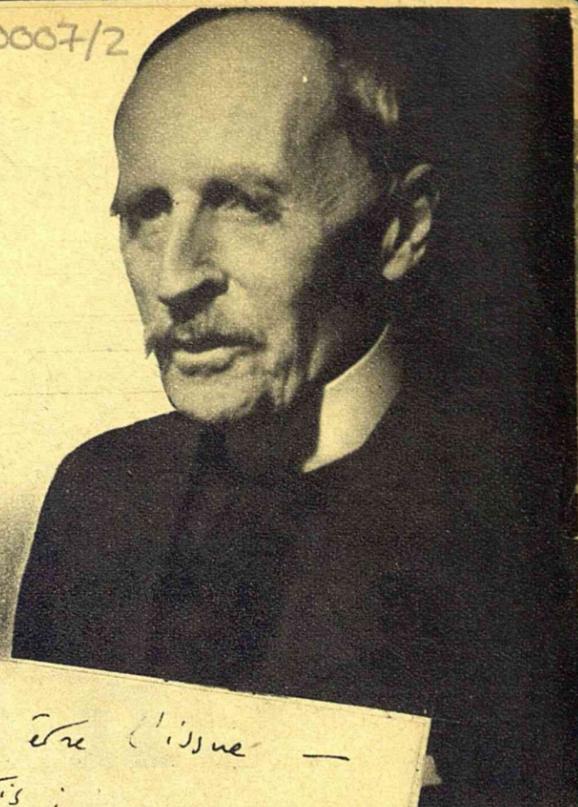
C'est donc entendu. L'Italie fasciste et l'on peut dire la même chose de l'Allemagne hitlérienne, ne sont plus, ne veulent plus être neutres. Elles ne dissimulent pas leur propos de substituer à l'axe Rome-Berlin, l'axe Rome-Berlin-Madrid. M. Antony Eden déclarait, l'autre jour, que l'Angleterre ne céderait plus lorsqu'il s'agirait d'intérêts britanniques d'importance vitale. Il reste à savoir si, pour l'Angleterre et la France, les projets avoués par les puissances fascistes ne les menacent point dans leurs intérêts vitaux. Pas n'est encore trop tard pour le reconnaître. Mais il est temps, plus que temps d'agir, si l'on veut sauver à la fois la liberté en Espagne et la paix en Europe.



Le DUEL

par Romain ROLLAND

Le duel des internationalismes!
Celui des Peuples du monde contre celui des Fascismes et des puissances d'argent.
En quelques phrases d'une bouleversante clarté, Romain Rolland a voulu tirer, pour
« REGARDS », le terrible, le définitif enseignement de la cruelle aventure espagnole.
Et jamais plus pathétique problème ne fut plus lumineusement énoncé...



La guerre d'Espagne — quelle qu'en doive être l'issue —
a consacré l'internationalisme de tous les partis :

Internationalisme des peuples du monde, qui ont tous
ressenti les destins du peuple espagnol comme les leurs propres : son
glorieux symbole est la brigade internationale.

Internationalisme des puissances d'argent, qui ont mis sous
le joug tous les États : elles ont mené les grandes démocraties
d'Occident (Angleterre, France) à l'abdication, à la trahison
de leurs idéaux essentiels, de leurs raisons de vivre.

Internationalisme des fascismes (axe Rome-Berlin), qui
sacrifient les exigences vitales des nations qu'ils sont chargés de
représenter, aux nécessités de leur alliance : Mussolini livre l'Italie
à l'Allemagne, qui, après s'en être servie, marchera dessus, demain.

Internationalisme des nationalismes mêmes, — en France,
où Coblenz est à Paris, — en Espagne, où les généraux ^{nationalistes} ~~républicains~~
font appel aux avions, canons et char à canon d'Italie et d'Alle-
-magne, pour anéantir leurs propres peuples, leurs villes, leur civilisation.

Quand sera balayé le champ de ruines, il n'y aura plus
en présence que deux armées : celle de la réaction et celle de la
révolution. Et ce sera vraiment le duel des classes.

Dès le moment où la question sera ainsi posée,
universellement, avec cette netteté, elle sera résolue. L'immense bloc
des peuples de tous les pays — ouvriers, paysans, libres intellectuels,
classes moyennes prolétariées — prenant conscience de leur union et
de leur force, se rendront maîtres de leur maison, — qui est le monde.

25 juin 1937

Romain Rolland

Un aspect de Guernica, la
ville martyre, après sa
sauvage destruction.





Sur le front de Jarama, une vue du bombardement intensif auquel sont soumises les lignes républicaines.

Un an de GUERRE...

par Claude MARTIAL

UNE guerre civile, la guerre d'Espagne? Elle dresse, sans doute, des Espagnols contre des Espagnols, mais au cours des mois, de plus en plus, contre les Espagnols républicains, les rebelles ont vu accourir, avec leurs généraux, leur matériel, leurs ambitions et leur cruauté, les volontaires de Hitler et les mercenaires de Mussolini.

Au début, pourtant, on avait pu, un instant, s'y tromper.

Souvenons-nous. Une de ces chaudes journées de juillet, avec leur ciel d'orage si favorable à l'échauffement des esprits, au mûrissement des conflits.

C'était le 17 juillet. Une dépêche parvient à Madrid, et gagne le monde.

Les troupes espagnoles en garnison au Maroc sont entrées en rébellion. Elles se sont emparées des casernes, elles ont supprimé les agents républicains hostiles à leur mouvement de trahison. Elles veulent gagner l'Espagne.

Et, tout de suite, l'influence étrangère est signée.

C'est en quittant Escorial, au Portugal, que le général Sanjurjo, chef du complot, succombe dans une chute d'avion. Car les mécaniciens, eux, ne s'y trompent pas. Et ils savaient ce qu'allait faire le général félon.

En quelques heures, les événements se précipitent.

Rébellion partout. Les garnisons se mutinent, sous la direction de leurs officiers, et sans que les soldats, souvent, sachent pourquoi ils vont se battre. Franco, un suspect que le gouvernement n'a pas eu le courage de punir, quitte les Canaries, où il commandait en chef, et il arrive au Maroc pour prendre, après quelques négociations la tête des rebelles.

Le 18 juillet, et pendant 48 heures, Barcelone connaît la menace que font peser sur la ville les soldats du général Goded. Ils ont quitté les casernes, avec leurs armes. Ils se heurtent aux soldats fidèles, carabiniers surtout, et au peuple sans armes qui, contre la mitrailleuse, offre ses poitrines nues. La rébellion est vaincue en deux jours.

Elle est vaincue, aussi, à Madrid, avec plus de difficultés, puisqu'il faudra bien quatre jours aux troupes fidèles, celles du brave général Miaja, pour reprendre la caserne de la Montaña.

Mais elle triomphe, ailleurs, presque sans coup férir. Le gouvernement n'était pas prêt...

A Séville, avec quelques milliers d'hommes, le gouverneur de la ville, le général Queipo de Llano, un ivrogne, un hableur, tient, à coups de proclamations. Burgos succombe, Valladolid, Salamanque, Saragosse. Les rebelles, au sud, sans combattre, tiennent Séville et Cadix, Cordoue, et bientôt Grenade.

Ce sont des coups de surprise. Des opérations presque sans danger. Rien ne s'oppose au putsch des officiers traités à leur serment.

Partout, dans toutes les casernes, ces mouvements sporadiques qui ne rallient jamais les masses populaires, qui ne cherchent même pas à convaincre le peuple des campagnes. On occupe les places fortes. Et c'est tout. On peut presque dire que cela suffit.

Trouble chez les insurgés, privés de ce-

lui qui est allé, les mois précédents, sur les ordres du financier Juan March le corrupteur, préparer, à Berlin, la révolte espagnole.

Indécision dans un gouvernement où le président Azana, pendant quelques heures, pense à confier au général Mola le ministère de l'Intérieur.

Et puis des problèmes se posent, aussitôt, pour les insurgés. Il faut, pour conquérir l'Espagne, au nom de la civilisation et de la Chrétienté, faire venir les Maures des tabors, et les légionnaires sans pitié du Tercio.

Comment faire? La flotte est restée, en majeure partie républicaine. Aux officiers qui prêchaient la révolte, les marins du « Jaime-Primerero », par exemple, ont répondu à coups de fusil.

La flotte surveille le détroit.

Alors apparaissent les gros tri-moteurs italiens. C'est par groupes de vingt soldats que les premiers contingents sont débarqués, dans les derniers jours de juillet, à Séville. Ce sont les avions étrangers qui vont assurer le passage, par mer, des premiers gros contingents. Ils surveillent les airs et bombardent la pauvre flotte espagnole, composée d'unités déjà vieilles et privées de ses chefs.

A ce moment, Salamanque et Caseres sont aux mains des rebelles. Une majorité des grandes villes du Nord et du Sud sont déjà prises. La situation ne changera pas tellement pendant un an.

Un gouvernement Giral s'évertue à regrouper les forces de résistance, avec plus de foi que de méthode. On se leurre un peu; à Madrid, en pensant que l'Espagne républicaine doit vaincre, puisqu'elle a le peuple avec elle. Mais le peuple n'a pas d'armées.

C'est le dur mois d'août, avec l'anarchie dans la défense. Chaque comité s'arroge le droit de faire la police, de rendre la justice. De faire la guerre, aussi. Les groupements organisent chacun son armée, avec ses chefs qui n'ont pas l'expérience des batailles, avec ses troupes qui n'ont pas le sens de la discipline. On se bat, et l'on se fait tuer, au petit malheur. On recule, aussi, parce qu'on ne sait pas qu'il faut remuer la terre pour se défendre, creuser des tranchées, organiser un service sanitaire, un ravitaillement.

Et puis, tout le matériel est aux mains des rebelles. Et puis l'une des premières manifestations du gouvernement français de Front Populaire — la France est si proche — a été de supprimer le commerce des armes avec l'Espagne républicaine.

— Je sais bien, a dit en substance, le Ministre des Affaires étrangères du Cabinet Léon Blum, que nous devrions, conformément au droit international, donner au gouvernement régulier de Madrid les armes qu'il nous demande. Nous ne le faisons pas pour ne pas étendre le conflit...

Position cruelle. Et tellement dangereuse. Dans les heures qui suivent, des avions italiens s'abattent en Oranie, avec leur chargement d'officiers pilotes réguliers. La duperie de la non-intervention est commencée. Elle va durer tout un an!

Déjà, à la frontière portugaise, les troupes de Franco, les « Phalanges » de la réaction trouvent les armes qui leur font défaut, les munitions. Les avions viennent se ravitailler dans les aérodromes

portugais. Le gouvernement de Salazar donne l'argent nécessaire. On peut voir, à un poste frontière, un chef de la police distribuer deux pleins chargements de fusils et de mitrailleuses aux rebelles.

Et le 30 juillet, à cette frontière, les rebelles occupent Huelva. Ils remontent vers Mérida, qu'ils occupent. Puis, le 11 août, ils pénètrent à Badajoz. Là, en une journée, par des exécutions massives, des horreurs, des atrocités voulues, exemplaires, deux mille hommes du peuple sont tués. L'Europe va-t-elle frémir de dégoût, et comprendre?

C'est alors que l'on négocie, entre Paris et Londres, la politique de la non-intervention, et que le gouvernement se lie les mains et ferme ses frontières.

Les rebelles ont bouclé la frontière portugaise. Ils opèrent leur jonction avec le gros des troupes de Burgos et de Salamanque. Ils organisent une armée véritable, avec les anciens chefs de l'armée républicaine, avec un état-major allemand qui s'installe à Séville, des instructeurs allemands, des avions italiens et des pilotes italiens, des tanks, une D. C. A. venue de l'étranger, malgré la non-intervention.

Un gouvernement Caballero — Frente popular — commence une difficile besogne de réorganisation, d'éducation aussi. Des milliers de volontaires donnent l'exemple de la discipline et du courage, presque sans armes.

Ce sont des combattants venus de tous les pays du monde qui vont, jusqu'au 3 septembre, — ravitaillés au compte-goutte — défendre Irun.

On crie, dans les rues de Paris: « Des canons! des avions pour l'Espagne! » Car le peuple a compris que l'Espagne n'est qu'une étape du fascisme sur la route de France.

L'U. R. S. S. fidèle à une politique de non-intervention qu'elle n'a pas approuvée, mais qu'elle essaie loyalement, reprend sa liberté dès qu'il est avéré que ni le Portugal, ni l'Allemagne, ni l'Italie ne respectent le pacte signé.

C'est le moment où le chef du gouvernement français s'écrie, à Luna-Park: « Nous avons trop cru à la force de l'exemple... »

Mais, dès ce moment, on s'oriente vers une nouvelle duperie, un accord sur les volontaires — à dire vrai, ce ne sont pas des volontaires qui partent d'Italie, ou qui s'embarquent à Hambourg — puis un contrôle double des terres et des côtes.

Cependant, là-bas, dans la malheureuse Espagne crucifiée, c'est la guerre inexpiable. Ce sont les villages rasés, les habitants fusillés, ou exécutés à la mitrailleuse. Ce sont les hordes qui violent, volent et tuent. C'est la torture et l'incendie.

Les troupes de Mola remontent par la vallée du Tage jusqu'à Madrid. Elles s'arrêtent, un instant, pour reprendre Tolède et délivrer les assiégés de la forteresse de l'Alcazar. A Oviedo, pour les mêmes raisons de manque de matériel, les Asturiens, la dynamite au poing, ne peuvent avoir raison des murailles. On manque de canons sur tous les fronts républicains. On manque d'avions aussi. Et d'artilleurs, et de pilotes, et d'officiers, et de médecins, et de camions.

La flotte républicaine ne peut plus sor-

tir, à bout de souffle. Des sous-marins sont apparus dans la Méditerranée, venus d'Italie. Algésiras est pris en août. On attend en vain — et pour cause — une victoire républicaine.

La marche sur Madrid est d'une désastreuse facilité.

Un samedi, au matin, le gouvernement Largo Caballero quitte la capitale pour Valence. On s'attend, dans la soirée, — c'est le 5 novembre, — à l'entrée des rebelles dans Madrid.

Et c'est le miracle. Le miracle des poignées d'hommes qui arrêtent toute une armée. Le miracle de l'héroïsme individuel.

No pasaran... Et ils ne passent pas. Ils s'installent aux portes de Madrid, ils ont leurs hommes dans les tranchées de Carabanchel, dans la Cité Universitaire, dans la Casa del Campo. Ils n'avancent plus. Même, ils reculent.

Pas plus, ils ne réussiront, dans les mois qui vont suivre, à couper la route de Valence à Madrid.

Le Tercio est épuisé. Les Maures ne se battent plus. Qu'importe. Des dizaines de milliers de soldats réguliers italiens vont faire pression sur la Jarama, tenter une offensive massive dans le Guadalajara.

Une grosse, une lourde défaite. Les soldats de Mussolini fuient ou désertent. Le cœur n'y est pas.

Et les renforts arrivent sans cesse. Et le matériel aussi.

Non-intervention, encore? Les soldats italiens et allemands qui se battent ont leurs livrets militaires réguliers, leurs généraux de l'armée active. Est-ce que Paris et Londres vont comprendre?

La City ne veut pas comprendre.

Elle ne va pas s'émouvoir lors de la prise de Malaga, le 11 février, — trahison suivie d'une sanglante fusillade des exilés, sur la route de la fuite, par des avions italiens qui volent en rase-mottes au-dessus des théories de femmes, d'enfants de vieillards.

Pas plus qu'elle ne s'était émue lors de l'occupation des Baléares, ces clés de la Méditerranée, qui interceptent les communications de la France avec son Afrique du Nord, de l'Angleterre, avec les Indes, l'Egypte, l'Extrême-Orient.

Cependant, chaque jour, chaque nuit, sur Madrid, les avions italiens et allemands, l'artillerie lourde de Hitler et de Mussolini lancent leurs bombes, leurs obus meurtriers, surtout, pour les femmes et les enfants.

Et puis c'est Guernica, douloureux épisode de la longue et impitoyable conquête du Pays Basque. Et puis ce sont les bateaux marchands coulés sans préavis. Almeria. La guerre totale dans toute sa cruauté. Les grandes manœuvres du fascisme avec, pour objectifs, la chair vive.

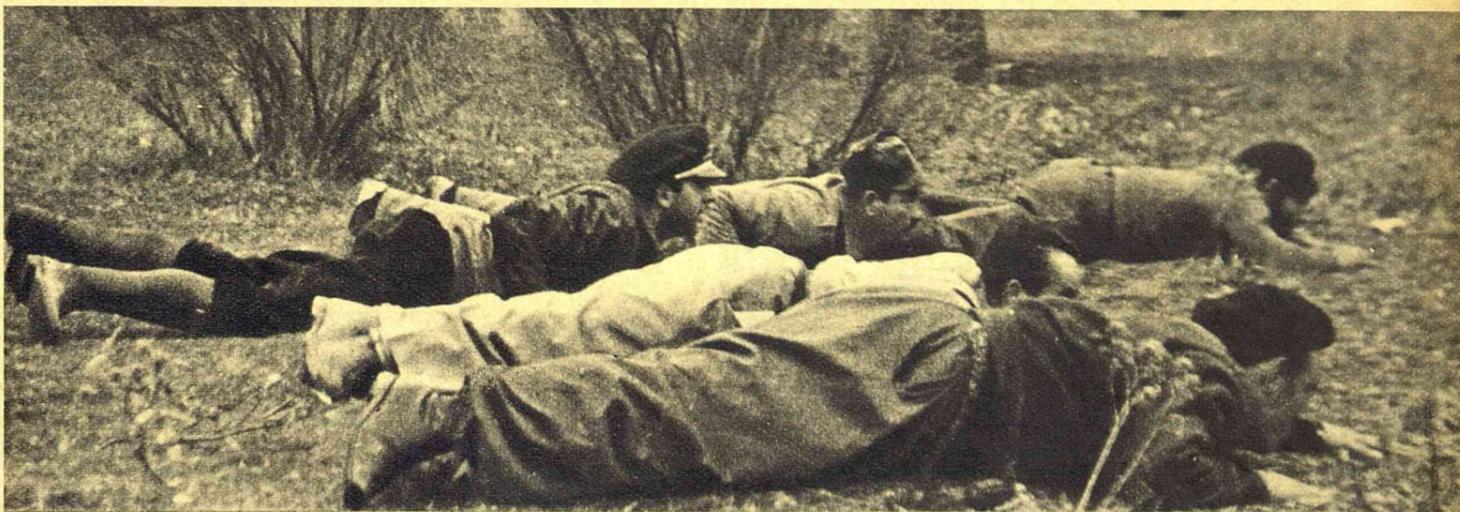
Bilbao qui tombe. Santander menacée. Partout la menace d'offensives nouvelles. Des Espagnols dans les armées rebelles? Il n'y en a plus. Mola est mort, les Phalangistes sont décimés.

Une armée allemande, un corps expéditionnaire italien sont en train de conquérir l'Espagne.

Tout comme Mussolini a conquis l'Éthiopie.

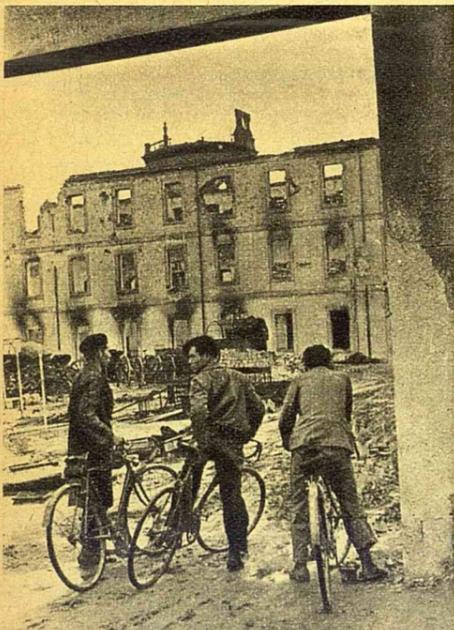
Un an de guerre civile? Un an de guerre fasciste, en vérité. A qui le tour?

Des soldats de CARASCO, le fameux « dynamitero », partent à l'assaut d'une position fortifiée du front de Jarama où les rebelles précédés de tanks ont, ces temps derniers, tenté de terribles attaques. Le photographe Walter a assisté à cet assaut et il nous en donne trois saisissants aperçus que nous reproduisons ci-contre. La première photo, à droite, montre les miliciens s'approchant en rampant des positions ennemies.



A Barcelone, dans les premiers jours de la rébellion, des miliciens volontaires, juchés sur des camions, parcourent la ville.

Voici, à droite, le deuxième document photographique de Walter : les miliciens, brusquement dressés, s'élancent, grenades aux poings.



L'Alcazar de Gijon. 2.000 gardes civiles s'y étaient fortifiés dès le début de la rébellion. Les milices populaires s'en emparèrent cependant dans les premiers jours de septembre.



Le siège de l'Alcazar de Tolède. Des miliciens, armés de mauvais fusils, tirent sur les bastions derrière lesquels les rebelles sont retranchés.



Ci-dessus, la troisième photographie de Walter nous montre les miliciens de CARASCO lançant leurs engins meurtriers.

Jésus HERNANDEZ

MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

nous dit

J. HERNANDEZ
parlant dans un
meeting à Va-
lence.

Pendant d e s
moments d'ac-
calmie on orga-
nise dans les
tranchées d e s
cours d'instruc-
tion aux soldats
illettrés.

de deux millions pour encourager les
cours du soir.

A noter que les écoles sont mixtes
et qu'y fréquentent des enfants de
six à quatorze ans.

Dans le but de faciliter aux jeu-
nes prolétaires l'accès aux études su-
périeures pour en faire des méde-
cins, des ingénieurs, etc., le Ministère
de l'Instruction Publique créa les Ins-
tituts Ouvriers, fréquentés unique-
ment par la jeunesse ouvrière et pay-
sanne. Les élèves des deux sexes y re-
çoivent l'instruction gratuitement, et
comme il ne suffisait pas de dire aux
jeunes ouvriers, voici des écoles et des
professeurs gratuits, beaucoup ne
pouvant se priver du salaire qu'ils ga-
gnaient et avec lequel ils aidaient leur
famille, on leur donna ce même sa-
laire en plus des livres et du loge-
ment. L'expérience du premier insti-
tut ouvrier qui fonctionne à Valence,

nous incita à en créer d'autres à Ma-
drid, Barcelone, Linares et Gijon. »

Lors de notre visite des premières
lignes, nous fûmes émerveillés de voir
de nombreuses écoles dans les tran-
chées, à quelques dizaines de mètres
de l'ennemi, aussi profitons-nous de
notre entrevue avec le camarade Je-
sus Hernandez, pour le prier de nous
donner quelques détails sur ces éco-
les.

Il est naturel qu'en ces heures
difficiles notre plus grande attention
aille vers les soldats. Notre armée qui
comprend des milliers et des milliers
d'ouvriers et de paysans souffre de
l'analphabétisme. Nos soldats ne sont
pas des automates qui luttent par
contrainte, mais le prolétariat lui-
même, le peuple en chair vive qui
consciemment a pris les armes pour
défendre son indépendance, sa liberté
et son avenir. C'est pour cela que no-
tre ministère s'efforce d'apporter
l'instruction jusque dans les tran-
chées. A cet effet furent créées les
« Milices de la Culture », composées
de professeurs antifascistes, principa-
lement appartenant à la Fédération
Espagnole de travailleurs de l'ensei-
gnement. Ces milices luttent physi-
quement pour la culture et nous ont
donné des héros comme Félix Bar-
zana et le professeur Léon Le Bou-
chère.

L'émotion avec laquelle les fils de
notre peuple profitent de chaque
trêve pour s'instruire, pour mettre
toute leur volonté dans le désir d'ap-
prendre, prouve le besoin de culture
que ressent notre peuple. Avec les fu-
sils qui défendent leur indépendance
et leur droit à une existence digne,
ils veillent sur ces livres qui appor-
tent dans les tranchées le souffle et
l'esprit de la civilisation.

C'est avec ces deux armes, le fusil
et le livre, qu'ils gagneront la guerre
contre la barbarie, pour que ce pays
enfin puisse jouir d'une vie labo-
rireuse, prospère et cultivée dans la
paix et le respect de tous les peuples
du monde. »

Henri FER.

LE Ministre de l'Instruction Pu-
blique est une des personnalités
les plus actives et l'un des
grands voyageurs du gouverne-
ment. Mais grâce à l'extrême amabilité
du secrétaire particulier de Jesús Her-
nandez, Eusebio Cimorra, dans l'ho-
raire chargé du Ministre quelques ins-
tants sont réservés aux envoyés de
« Regards ».

Les réponses à nos questions qui
suivent témoignent de l'immense tra-
vail qu'en peu de temps a réalisé le
Ministère de l'Instruction publique.

Aussitôt introduits auprès du cama-
rade Hernandez, qui nous reçoit avec
son large sourire et en nous serrant
les deux bras, nous lui demandons
de nous dire quelques mots sur la
lutte contre l'analphabétisme, lutte
qui comme le prouvent les abondan-
tes affiches, caricatures, tracts, etc.,
a pris une importance presque égale
à la lutte contre le fascisme, dont la
plupart des Espagnols ne la séparent
pas dans leur esprit.

Jésus Hernandez nous dit :

« La lutte contre l'analphabétisme
est une des tâches qui nous incombent
avec le plus d'impétuosité vu le re-
tard de notre peuple, spécialement
dans les zones rurales où le nombre
des analphabètes atteignait près de
soixante-cinq pour cent. Il faut bien
connaître l'indigence intellectuelle
dans laquelle se trouvait notre pays,
pour se faire une idée exacte de ce
que signifie lutter jusqu'à l'extermi-
nation d'une tare de cette nature, hé-
ritée de la domination semi-féodale
dont a souffert l'Espagne. Tare dont
ne souffrait pas seulement la popu-
lation enfantine, presque totalement
privée d'écoles, mais surtout les gran-
des masses populaires et particuliè-
rement les paysans et les ouvriers
agricoles. Nous avons mis tout notre
enthousiasme au service de ce travail.

Depuis qu'au nom du Parti Com-
muniste, je détiens le portefeuille de
l'Instruction Publique dans le Gou-
vernement du Front Populaire, c'est-
à-dire depuis septembre 1936, il a été
créé 3.671 écoles, et cette année-ci le
chiffre atteindra 10.000, avec 5.300
instituteurs et institutrices. Il n'est
pas possible de sous-estimer les pré-
occupations que nous cause la guerre,
ni les obstacles qu'elle multiplie. Pour-
tant, et en tenant compte qu'une des
revendications les plus légitimes pour
lesquelles lutte notre peuple est la

culture, non seulement il a été créé
ce grand nombre d'écoles, mais une
multitude de locaux ont été aména-
gés afin de pouvoir servir de classes
aux petits enfants de nos combat-
tants. C'est avec la plus grande solli-
citude que nous nous sommes occu-
pés des pauvres petits que la mitraille
fasciste avait rendus orphelins ou qui
avaient été évacués pour échapper à
la menace barbare des avions fas-
cistes. Nous avons créé pour eux des
crèches, des réfectoires et des vesti-
aires. Dans les provinces du Levant, il
y a 558 colonies scolaires avec 50.000
enfants évacués et un maître pour
chaque groupe de 40 élèves. Quelques
chiffres expliqueront mieux ce que le
Ministère veut réaliser :

Dans le budget de cette année fi-
gurent quarante millions de pesetas,
pour la création d'écoles où trois mil-
lions et demi d'élèves, la totalité de
la population scolaire de l'Espagne,
seront instruits aux frais de l'Etat
par 68.890 instituteurs. Ensuite figu-
rent dans le budget cinquante mil-
lions de pesetas pour la construction
d'édifices scolaires contre un million
qui figurait dans le budget du gou-
vernement réactionnaire de Gil Ro-
bles. On a prévu aussi une dépense

On pousse sur tous
les degrés la prépa-
ration de futurs
c o m m a n d a n t s et
chefs de l'armée ré-
publicaine.

Don José MIAJA

défenseur de MADRID

Une interview
de Nordahl GRIEG

Nordahl Grieg, qui porte fièrement un nom illustre, est l'un des meilleurs écrivains de la Norvège, et son œuvre de dramaturge et de journaliste a longuement dépassé les milieux révolutionnaires auxquels il a conservé le meilleur de son talent.
C'est lui qui, pour Regards, est allé au G. Q. G. madrilène interviewer l'héroïque défenseur de la Ville, le Général Miaja.

Madrid, le 7 juillet.

LES locaux à l'épreuve des bombes, qu'occupe le Général Miaja, dans une des caves de Madrid, sont déjà passés dans l'histoire.

C'est dans ces lieux, où la lumière solaire ne pénètre jamais, où l'électricité brûle nuit et jour entre les murs blancs de chaux que se décident dans une grande mesure les destinées de notre époque.

Après avoir parcouru de longs couloirs, nous atteignons enfin une antichambre pleine d'officiers et d'ordonnances. Nous sommes assis depuis quelques minutes, lorsqu'une porte s'ouvre et que le général Miaja se tient là devant nous. Tous se lèvent, non par discipline, mais comme pour aller au-devant de cet homme dont la vue nous remplit de joie et de courage.

Le secrétaire du Général qui nous accompagne, nous présente comme collaborateurs de Regards et nous entrons dans une chambre qui ne mesure que quelques mètres carrés. Le mobilier se compose essentiellement d'une grande table. Au mur au-dessus pend le tableau d'une Andalouse élancée au beau teint bronzé, œuvre du célèbre peintre Romerno de Torres. De nombreux officiers d'état-major entourent la table, il n'y a littéralement pas la place pour une personne de plus. Le Général d'un regard souriant nous indique que le lieu ne se prête guère à un interview et nous précède dans la troisième et dernière pièce de sa demeure souterraine. C'est dans cette pièce, où il n'y a qu'un lit, une table basse

causée par l'aveuglement des démocraties occidentales dans leur appréciation de la question espagnole. Ne comprennent-elles donc rien de ce qui se passe ? Aujourd'hui ce sont nous qui sommes attaqués par le fascisme, demain ce sera leur tour. C'est pour vous que nous luttons et pourtant on refuse des armes au gouvernement légal de l'Espagne. Nous ne demandons que ce qui est notre droit internationalement, rien de plus — nada mas ! Pour l'avenir de l'Europe, rendez-nous ce droit !

Nous lui demandons ensuite quelle est son appréciation de la qualité des forces fascistes en Espagne. Le Général nous répond :

— L'équipement technique de l'Italie s'est prouvé sans valeur, il s'effondra complètement à Guadalajara, à cause de la mauvaise qualité du matériel humain.

Quant aux Allemands, ils ont montré ici en Espagne le visage que toute l'Europe verra pendant la prochaine guerre ; le fascisme allemand a mis en pratique les théories de la guerre totale de Ludendorff, les femmes et les enfants sont froidement assassinés, afin de terroriser les populations.

Le résultat fut le contraire de ce qu'ils espéraient car des dizaines de milliers d'hommes, poussés par une indignation brûlante sortirent du peuple et s'engagèrent pour lutter jusqu'au dernier contre tant d'inhumanité.

Maintenant, nous abordons le problème de l'évacuation de Madrid.



Un aspect des lignes devant l'Hôpital clinique de la Cité Universitaire.

portant le téléphone et un frigidaire, que le Général nous reçoit.

Don José Miaja — comme il s'appelle sur toutes les affiches de Madrid — est un homme de 59 ans ; son père était basque, sa mère asturienne ; il est né à Oviedo où son père travaillait à la fabrique d'armes. Grâce à ses grandes capacités il devint officier, puis général sous la République.

Quelle force tranquille rayonne de cet homme ! Quelle volonté indomptable et aussi quelle bonté !

Ce visage rose sous les cheveux blancs est à la fois fort et doux, les yeux derrière les lunettes de corne portent en eux le sourire. Il peut facilement symboliser les plus grandes qualités de la jeune République Espagnole : son humanité et sa puissance d'action.

Maintenant nous lui posons une question :

— Quel fut pour vous le plus grand et le plus heureux événement de cette guerre ?

Il répond immédiatement :

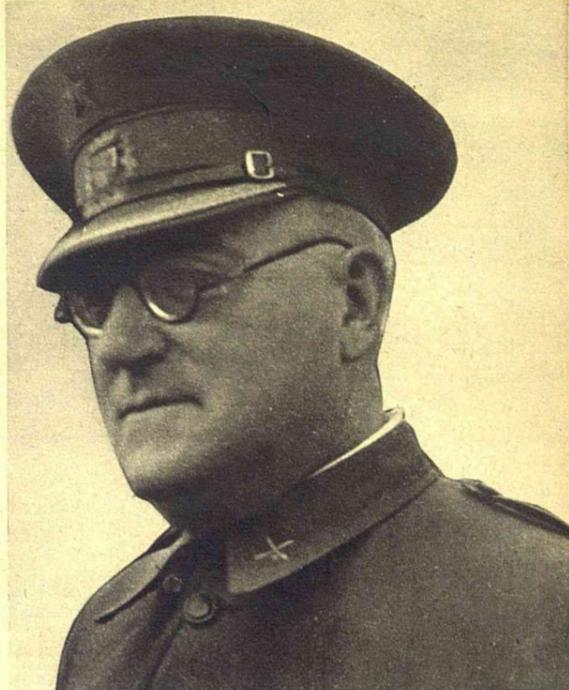
— L'attitude de la population madrilène. Spontanément elle a compris que la liberté était menacée et alla au-devant de l'ennemi, presque sans armes : avec leur corps les Madrilènes arrêtaient le fascisme. Voilà ce que j'ai vécu de plus grand. J'ai aussi eu une autre joie : l'aide que l'Union Soviétique et le Mexique ont apportée à la République Espagnole.

Mais j'ai aussi eu une amère déception, une longue déception qui bientôt aura un an ; elle me fut

Là, se présente le cas fantastique, que le gouvernement est pratiquement obligé d'essayer de créer une psychose de frayeur chez les Madrilènes. On croirait que la réalité même, les bombardements nocturnes pleins d'effroi et d'horreur, ou le jour, la vue des ruines, devraient suffire. Non, cela ne suffit pas. Le fier fatalisme des Madrilènes, leur héroïsme, l'amour qu'ils ont pour leur ville ont fait éclater toutes les limites humaines, ils ne se soucient plus du danger. Dans le faubourg de Tétouan, toutes les maisons sont déshabitées ; mais là, où une rare maison encore à peu près intacte sort des ruines, la vie continue, des femmes sont assises sur le seuil et des enfants s'amuse.

Pour cette raison le gouvernement a dû faire coller des affiches partout pour persuader la population du danger qu'elle court en restant. Des artistes, des hommes sensibles, des hommes d'imagination essayent de communiquer aux Madrilènes un peu de leur sensibilité, de leur douleur et de leur appréhension. Partout des images de maisons en flammes, de monceaux de ruines, de mamans serrant leur enfant dans leurs bras tandis que tombent les bombes. Toutes avec le même appel « EVA-CUAD ! »

— Mais rien n'y fait, nous dit le Général Miaja. Les Madrilènes ont goûté pour commencer le plat le plus poivré de frayeur ; maintenant la peur pour eux n'a plus de goût. Lorsque les camions viennent



Le général MIAJA

pour les évacuer, ils s'enfuient hors de la ville et reviennent lorsque les camions sont repartis bre-douilles

Mais maintenant il faut qu'ils évacuent ! Il y a à Madrid un million d'habitants, je veux réduire le chiffre à 400.000. Seuls les combattants, leurs femmes ou leurs mères pourront rester.

— Voulez-vous, pour conclure, nous dire quelques mots sur l'avenir ?

— Je n'ai aucun souci pour l'avenir. Nous avons une armée qui se perfectionne de jour en jour et d'énormes réserves inutilisées. Et souvenez-vous que la ligne du front de la République est tracée dans l'esprit de chaque homme qui veut la justice et la liberté ! Qui peut nous résister ?

La population madrilène n'a pas abandonné sa ville. Voici une vieille femme, devant une affiche appelant les Espagnols à la résistance.



Dans les environs de Saragosse, lignes fortifiées par les rebelles, et occupées par les troupes républicaines après de violents combats.

Sur le d'



J'AVAIS vu, pour la première fois, le front d'Aragon au mois d'août de l'année dernière. Des paysans pointaient leurs fusils de chasse sur des avions « Junkers »; des jeunes filles s'agitaient autour des canons démodés. Il faisait chaud et les combattants se baignaient le plus tranquillement du monde à quelques pas de la ligne du feu. Tout le monde commandait, personne n'obéissait. Huesca était tout près, et des milliers de Pancho Villa regardaient la ville d'un œil méprisant.

Je revis Huesca en novembre. Les tombes fraîches se multipliaient autour de la ville. Les combattants creusaient d'un air morne les premières tranchées. Ils savaient déjà dire : à la guerre comme à la guerre; mais ils ignoraient encore que la victoire c'est l'offensive.

Me voici de nouveau dans ces lieux familiers. Il fait une chaleur insupportable, mais l'on ne se baigne plus dans la rivière. Huesca est tout près comme jadis. On se bat pour la conquérir. Divisions, tanks, avions de bombardement.

Pour les fascistes, le front aragonais était un abri sûr, c'est grâce à lui que Soria, Pamploue et Burgos étaient devenus l'arrière éloigné de l'armée rebelle. Il permit d'entreprendre l'offensive contre Madrid et Bilbao. Pas une seule fois les fascistes n'essayèrent ici une opération d'envergure. Et ce n'était certes pas pour des raisons humanitaires que, jusqu'à ces derniers temps, ils épargnaient les villes d'Aragon : ils voulaient que le front aragonais fût inactif, que les batailles se déroulassent non pas aux approches d'Huesca, mais dans les rues de Barcelone.

Pendant des mois, les républicains dormaient du sommeil de la défensive. Ils installèrent, près des avant-postes, des écriteaux : « Attention! Direction du front! » Ils organisèrent de magnifiques infirmeries, des dépôts de ravitaillement et des imprimeries ambulantes. Les tranchées devinrent confortables comme des maisons.

La route qui mène de Barcelone vers le front passe par les villes catalanes de Igualada, Torrega, Lerida. Rues illuminées le soir; cafés bondés, boutiques remplies de marchandises. A Torrega, au bar « Kropotkine », les enthousiastes locaux discutent l'organisation d'un spectacle. Parfois, on aperçoit une devanture couverte de minces bandes de papier qui forment un dessin compliqué : le patron se souciait visiblement plus de l'effet artistique que du danger d'un raid aérien. De temps en temps, on voit sur les reverberes les traces du camouflage, dont la couche de couleur bleue eut le temps de s'estomper.

La guerre est devenue un détail de tous les jours, mais n'est pas encore la vie; et les vieilles bornes routières, portant l'inscription : « A Madrid ! », semblent pleines d'ironie.

La frontière entre la Catalogne et l'Aragon est plus qu'une frontière entre deux provinces : il s'agit de deux mondes différents. La verdure partout. Vignes, potagers, jardins; chaque arpent de terre est labouré avec amour. Les villages ressemblent à des villes. Dans les rues se promènent des jeunes filles habillées comme pour la fête. Les paysans prennent l'apéritif avant le dîner et discutent la politique de M. Eden. Et soudain tout change. Pierres rousses et roses, un désert. Rare-

ment, quelques oliviers poussiéreux. Voici toute une famille qui trotte à dos d'un petit âne : le père, la mère et leur fillette. Parmi les pierres, une chèvre, secouant la tête d'un air morne, cherche un brin d'herbe brûlée par le soleil. Les villages, éloignés les uns des autres, se dressent sur les montagnes comme des forteresses. Les maisons, couleur de pierres, tournent vers les routes les murs sans fenêtres et semblent inhabités. Les intérieurs sont obscurs et nus. Ça et là, quelques champs. On moissonne. Près d'un petit village, dans la chaleur tropicale de midi, les paysans arrêtent ma voiture : « Tu n'aurais pas une goutte d'eau? » Ils apportent leur eau de loin.

Pour un métallo, natif de la riche et joyeuse Barcelone, pour un vigneron de Tarragon, pour un maraîcher de Geron, c'est un continent inconnu. Les Catalans me disaient souvent : « Chez nous, nous avons exterminé le fascisme. » Il ne s'agit point de « séparatistes »; ils savent parfaitement que le sort de la Catalogne est étroitement lié à celui de l'Espagne, mais à la guerre, il ne suffit pas de savoir, il faut aussi sentir.

Jusqu'à ce printemps, il n'y avait pas d'armée véritable sur le front d'Aragon : les « colonnes » représentaient l'un ou l'autre parti politique. Je me souviens d'un conseil de guerre en août : les officiers, penchés sur les cartes, mais oubliant Huesca, discutaient ce problème : Marx ou Bakounine? Aujourd'hui, il n'y a plus de « colonnes » sur le front, elles ont été remplacées par les divisions de l'armée populaire. Mais le séparatisme politique n'a pas encore complètement disparu. Chaque division attend des ordres non seulement du commandant en chef, mais aussi du comité de son parti. Les journaux de Barcelone, en parlant des opérations militaires, prennent garde d'indiquer le nom de la division qui a pris Santa Cruz ou Tarrasa.

Les idées avec lesquelles on peut organiser un spectacle à Torrega, mais qui ne peuvent rien pour la prise de Huesca, subsistent toujours. J'ai eu entre les mains un journal de front publié par l'une des divisions. Le numéro était du 7 juin (quelques jours avant la dernière offensive). La moitié du journal était occupée par une analyse détaillée des faits et gestes de Makhno, le célèbre chef anarchiste du début de la révolution russe. Je n'ai pas envie de faire ici de la polémique. Admettons même, pour un instant, que les conceptions philosophiques du père Makhno fussent excellentes. Mais nous nous trouvons sur le front et

Huesca est devant nous. Jamais Makhno ne se serait emparé de cette ville fortifiée par des techniciens allemands. Peu importe que les idées des commandants de cette division diffèrent de celles des commandants des autres unités. Le malheur est qu'il ne suffit pas de connaître les doctrines de Makhno pour battre l'armée de Franco, pourvue d'un équipement militaire parfait.

Les fascistes n'ont sur le front d'Aragon que peu de soldats. Ils ont transformé en forêts des centaines de collines et de maisons. Un point fortifié, une centaine de soldats avec des mitrailleuses; deux ou trois kilomètres de terrain sans âme qui vive, et puis de nouveau des fortifications bétonnées. Dans le faubourg d'Huesca, il y a un asile d'aliénés tenu par les fascistes. Les tranchées républicaines touchent la clôture. Pour la possession de cet asile, on s'est battu pendant l'automne, et l'on se bat encore aujourd'hui.

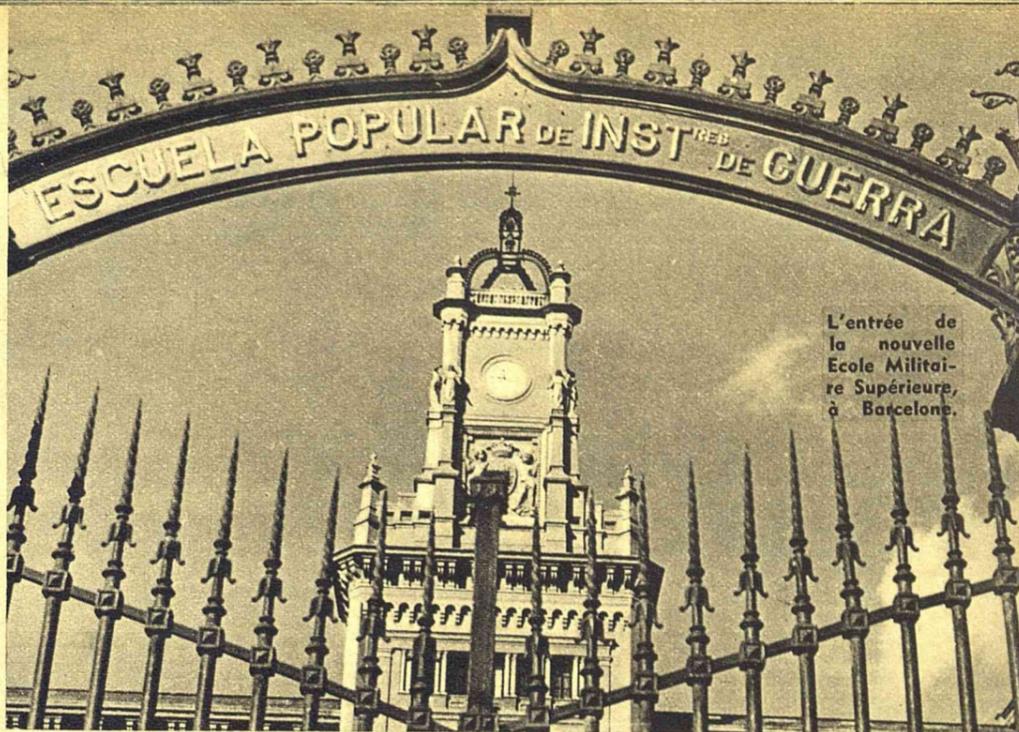
Les fascistes tiennent en réserve des détachements de choc, trois « banderas » du Tercio. La bandera « Sanjurjo » contre-attaquait récemment les républicains sur le front de Têruel, actuellement elle se trouve à Huesca. Les fascistes ont quatre aérodromes dans la région de Saragosse, avec cinq « junkers » et une dizaine d'appareils de chasse. Les aviateurs républicains en ont descendu ces derniers jours devant Huesca, souvent les fascistes les ont aussitôt remplacés par une autre dizaine. (Il serait bon, à ce propos, d'inviter les membres du Comité de non-intervention, accablés de soucis, à étudier ce problème hautement scientifique : la multiplication spontanée des « Junkers » et des « Henkel ».) Les voies de communication à l'arrière de l'ennemi sont excellentes : chemins de fer de Saragosse à Logrono et à Soria, chaussées Jaca-Pamploue-Saragosse-Logrono, et Saragosse-Siguenza.

Si les rebelles ont de bons ingénieurs, ils n'ont, par contre, que de mauvais soldats : ce sont pour la plupart des paysans mobilisés. Pour s'assurer l'arrière, il faut avoir recours aux phalangistes armés de mitrailleuses. J'ai vu hier de nombreux prisonniers, ils soulevaient tous et levaient le poing. Certes, il serait ridicule de croire à leur foi républicaine, mais l'on peut être sûr qu'ils n'ont aucune envie de mourir ni pour le général Franco, ni pour la grandeur de Rome, ni pour la pureté raciale des barbares aryens. Ils ne cachent point la joie d'avoir sauvé leur peau. Chaque jour, des déserteurs se présentent devant les lignes républicaines. Les soldats fascistes se battent avec fermeté parce que la retraite leur est interdite, ceux

le front d'ARAGON

Par
Ilya EHRENBURG

Un groupe de soldats solidement instruits et superbement équipés de la nouvelle infanterie catalane.



L'entrée de la nouvelle Ecole Militaire Supérieure, à Barcelone.



qui se retirent sont fusillés. Au premier revers sérieux, ils ne tarderont pas à se rendre non pas par dizaines, mais par centaines et par milliers.

La guerre civile en Espagne se déroule d'une façon assez singulière : tantôt elle prend l'allure de la guerre moderne avec tous ses perfectionnements techniques, tantôt elle se borne à des échanges de gros mots et à une attente teintée de mauvaise humeur. Les Espagnols sont trop confiants, trop placides pour la guérilla à l'arrière de l'ennemi. Et pourtant, les fascistes réussissent à réveiller la haine même chez les Espagnols les plus pacifiques. Dans l'arrière, les hommes commencent à leur jouer des tours désagréables : tantôt c'est le courant électrique coupé, tantôt c'est un pont qui saute. Dans leurs journaux, les fascistes parlent souvent de la Vierge miraculeuse de Saragosse, mais ils se gardent bien de parler de la population de cette ville. Saragosse est un centre industriel important : les rebelles ont fusillé des milliers d'ouvriers, mais même eux n'ont pu les fusiller tous. Saragosse est un front clandestin à l'arrière du front aragonais.

Les paysans d'Aragon vivaient dans la misère. Plus de la moitié des habitants étaient illettrés. Dans beaucoup de villages, les Comités locaux se sont montrés d'une extravagance extrême : dans un village, ils ont aboli la monnaie, dans l'autre, ils ont collectionné les poules, dans un troisième ils distribuent aux paysans des cigarettes après enquête préalable pour sa-

voir si un tel fume réellement... Et cependant, malgré la sottise de certains miliciens ignorants et fanatiques, les paysans ont une haine profonde pour les fascistes. La révolution leur a donné la terre et les a libérés des gendarmes, des curés et des *senoritos* avides et oisifs. Que de fois ai-je rencontré dans ces villages misérables des paysans portant un œuf ou un pot de lait : « Pour les gars du front. » Les paysans font la chasse aux espions fascistes et les livrent aux autorités militaires.

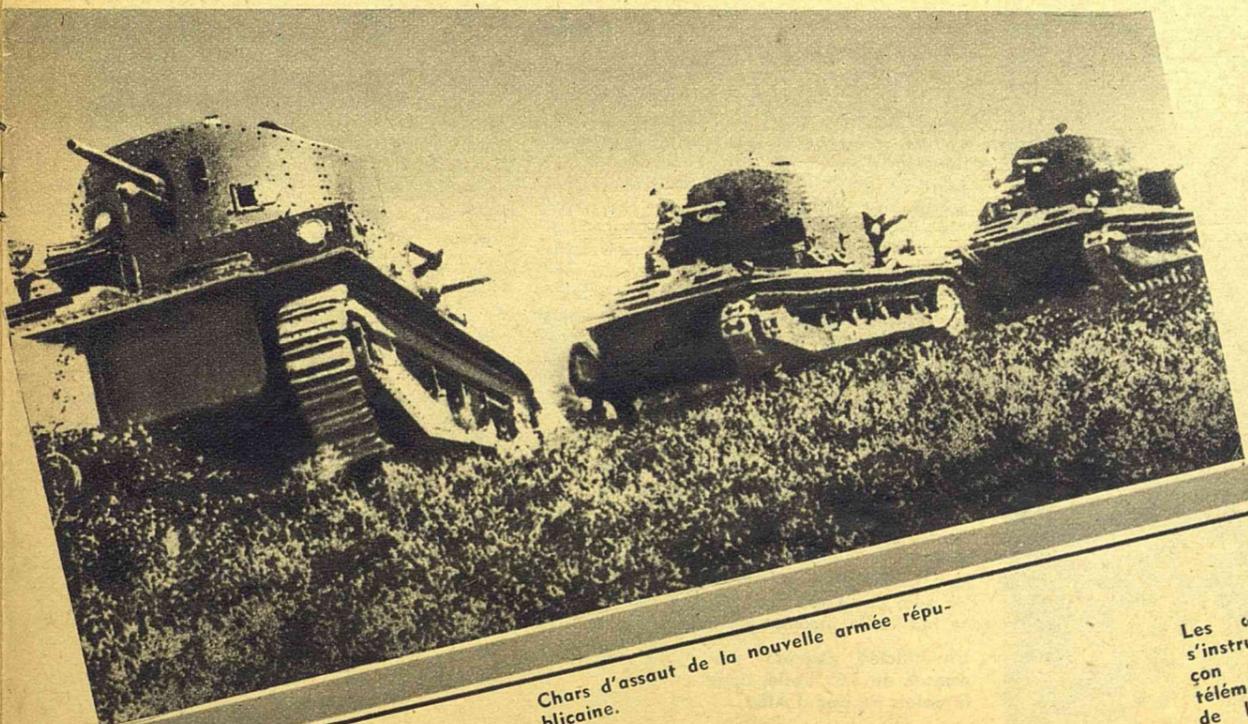
Sur le front d'Aragon, il y a des dizaines de milliers d'excellents soldats. Avec une organisation rationnelle, il y a longtemps que cette armée se serait emparée non seulement du fameux asile d'aliénés, mais aussi d'Huesca et de Saragosse. Lors de récents combats, les soldats des divisions « Karl Marx » et « Duruti » firent preuve de véritable valeur militaire en anéantissant deux compagnies ennemies. Ces attaques brusquées sont aujourd'hui très fréquentes dans l'armée républicaine, et témoignent de la fermeté et de la bravoure des combattants. Elles sement la nervosité parmi l'ennemi et détériorent ses fortifications.

Les combats devant Huesca ont commencé le 12 juin. L'aviation républicaine a lancé une pluie de bombes sur les positions fascistes. L'artillerie a fait du bon travail. Les tanks, en s'approchant du village Chimilias, ont détruit plusieurs nids de mitrailleuses. Huesca, qui est reliée avec l'arrière par une bande de terre

de trois kilomètres en largeur, forme une espèce de cul-de-sac. Au Nord, les républicains sont arrivés devant Alerro, dans le Sud, ils avancent contre la gare de ce village. S'ils parviennent à s'emparer du village et de la station de chemin de fer, Huesca sera encerclée. Les journalistes ont déjà plus d'une fois effectué la prise de cette ville, sans quitter les bureaux de leurs journaux. Les combats de la Casa de Campo et de Jarama nous ont appris que trois kilomètres de terrain fortifié peuvent en valoir plus qu'une trentaine ailleurs. Même encerclée, Huesca, pourvu qu'elle ait des munitions et des vivres en abondance, pourra encore tenir longtemps. L'importance de ces batailles réside dans le fait qu'elles ont réveillé le front aragonais tout entier. Les Catalans ont compris qu'il fallait défendre Barcelone non à Lerida, mais devant Soria.

Quelle joie parmi les combattants, lorsque 70 avions républicains évoluent au-dessus des positions fascistes ! Le commandant de l'aérodrome Alfonso Reys, l'un des meilleurs chefs de l'armée républicaine, est un officier de carrière et un vieux militant communiste. En août, il ne disposait que d'une dizaine d'appareils de tourisme ; il fit appel à quelques braves, et c'est ainsi que furent créées « Les Ailes Rouges ». A bord d'un vieux « Bréguet », Reys s'en allait bombarder Huesca. Il me dit : « Vous vous souvenez?... ». Emu, il regarde le ciel : trente avions de chasse viennent de décoller pour aller défendre Tarrasa, occupée le matin par les forces républicaines.

(Voir suite page 22)



Chars d'assaut de la nouvelle armée républicaine.



Les artilleurs espagnols s'instruisent. Voici la façon sur l'utilisation du télémètre, accompagnée de l'émission des ordres par radio.

En pleine GUERRE

*Le gouvernement républicain
sauve les chefs-d'œuvre,
instruit les grands et les petits*

par Louis PARROT

Il est difficile d'esquisser le travail culturel accompli par la république espagnole depuis ces derniers mois, et de dresser un tableau, même sommaire, de ses projets ou de ses réalisations, sans se reporter à l'œuvre qu'elle avait entreprise dès son avènement.

La période qui s'étend du 16 février, date de la prise du pouvoir par le gouvernement du peuple, au 18 juillet, date de la rébellion militaire, marquait une vigoureuse reprise du programme culturel de la République. Pendant ces cinq mois, emplies d'inquiétudes de toutes sortes que venait accroître l'imminence de la révolte, le **Frente Popular** réorganisa les services de l'instruction publique et remit aussitôt en vigueur toutes les lois que la Chambre de droite d'octobre 1934 s'était empressée d'abroger.

C'est peut-être dans ce véritable travail constructif du **Frente Popular** et dans l'enthousiasme profond qu'il suscita dans le peuple, qu'il faut chercher la raison de cette haine implacable des classes dirigeantes envers les intellectuels.

On sait, en effet, que c'est aux professeurs, aux écrivains de 1931, grands habitués de l'association démocratique l'**Ate-neo** de Madrid, que revient l'initiative d'avoir conduit ce vaste mouvement d'où devait sortir la République du mois d'avril.

Parmi eux se trouvaient Fernando de los Rios et Marcelino Domingo; l'un et l'autre furent ministres de l'Instruction publique sous différentes législatures.

La venue au pouvoir de ces hommes de bonne volonté dont le rôle historique est aujourd'hui révolu, fit changer alors en colère l'indifférence qu'avaient manifesté jusqu'alors la bourgeoisie et le clergé envers les représentants de l'élite cultivée.

L'entrée des grandes écoles rendue possible à tous, les Facultés ouvertes aux fils d'ouvriers. L'élimination du favoritisme, la suppression des abus touchant au trafic des diplômes, enfin l'interdiction de l'enseignement religieux apparurent comme autant de provocations. On ne pardonnait pas à la République d'avoir dit : « **Ce qu'il faut avant tout, c'est ouvrir des écoles pour les enfants du peuple.** »

On lui pardonnait encore moins d'avoir réussi à tenir parole.

A la chute de la dictature militaire de Primo de Rivera, il manquait en Espagne 27.000 écoles.

A Madrid, sur 150.000 enfants, le tiers ne pouvaient recevoir aucune instruction, « faute de place ». Et ce chiffre qui concerne une grande cité, nous indique ce que devait être la situation des populations rurales.

Et cependant, un an après l'avènement de la République, 7.000 écoles nouvelles fonctionnaient et le gouvernement jetait les bases d'un « plan quinquennal » qui prévoyait l'ouverture annuelle de 5.000 écoles du premier degré.

En moins d'un an, de grands immeubles pouvant recevoir des milliers d'enfants, avaient été construits à Madrid, Valence, Barcelone. Plusieurs groupes scolaires avec garderies, jardins d'enfants étaient ouverts dans chaque grande ville. Les 30.000 instituteurs que le Directoire avait contraint au chômage étaient réintégrés dans les cadres.

Il appartenait dès lors au gouvernement Puis vint le soulèvement militaire.

de Valence de reprendre ce programme et de l'amplifier. Alors que les troupes fascistes brûlent les livres des « rouges » en place publique, les républicains ouvrent des bibliothèques et des musées. « **Cette année**, écrit le communiste Jésus Hernandez, nous avons augmenté le budget de l'Instruction Publique, de cent soixante-dix millions de pesetas ».

Cette mesure nous semble assez différente de celle des généraux factieux pour lesquels rétablir le crucifix dans les écoles, fusiller les poètes et bombarder les musées constituent l'unique programme d'éducation populaire.

Le gouvernement espagnol se préoccupe en premier lieu des enfants orphelins, dont le père est mort au front. Et ils sont nombreux.

L'Etat les a recueillis et placés avec d'autres petits réfugiés. Des garderies modèles où se sont engagés bénévolement étudiants ou jeunes infirmières fonctionnent aujourd'hui dans les principales villes de la côte.

Elles surveillent de 18 à 20.000 enfants auxquels le Centre d'accueil donne un foyer, la nourriture et l'enseignement.

Lors de l'évacuation de Madrid, plus de 40.000 enfants ont été installés dans les villes du littoral du Levant. Contrairement aux bruits complaisamment reproduits dans la presse de droite, il n'y a pas d'« enfance errante » dans l'Espagne républicaine. Comment pourrait-il en être ainsi dans un pays où le culte de l'enfance atteint à des prodiges d'ingéniosité ? Pour les enfants déficients, ou pour les petits dont les nerfs ont été ébranlés par les horreurs des spectacles auxquels on les a arrachés, Valence a installé un centre de rééducation, dirigé par des médecins psychiatres. Pour les enfants délinquants, les plus sérieuses garanties de surveillance sont données aux familles que le petit malade leur reviendra guéri. L'Espagne peut s'honorer — et depuis longtemps — de ne pas avoir de « bagnes d'enfants ».

L'enseignement donné aux adultes a fait l'objet de tous les soins du ministère. Une méthode nouvelle est en voie de création actuellement où les différences qui séparent les individus en leur imposant une formation rivale disparaîtront. L'école unique est réalisée pratiquement. La culture ne sera pas l'apanage des plus riches, mais le but et la récompense des meilleurs.

C'est dans cet esprit que Valence a créé dès les premiers jours, ces instituts ouvriers, destinés à faciliter à la classe ouvrière l'accès aux études supérieures et, par elles, aux carrières de médecins, ingénieurs, etc... La durée de ces études est de deux ans; le premier de ces instituts a commencé à fonctionner le 15 janvier 1937, à Valence, avec 150 jeunes ouvriers désignés par leurs syndicats.

« Notre orientation est bien claire, écrit Jésus Hernandez. Elle tend à éliminer de l'instruction publique toutes les castes privilégiées et parasites qui barraient la route à l'intelligence populaire. »

Ce programme que la République espagnole tient à cœur de réaliser le portait à adhérer sans restriction à cette formule de **Défense de la Culture**, mot d'ordre du premier Congrès international des Ecrivains de 1936.

Aujourd'hui où plus que jamais ce mot d'ordre revêt une signification douloureuse, la **défense de la culture** que Valence et Barcelone ont inscrit à leur programme et la transformation progressive de cette même culture, est une preuve de la force créatrice du peuple espagnol.

La guerre a imposé une double tâche aux républicains : défendre le patrimoine national de la folie de destruction des troupes étrangères et intensifier la diffusion de l'instruction dans les classes populaires.

Ce double travail, l'un de sauvegarde des valeurs établies et de tout ce qui a fait la grandeur passée de l'Espagne, l'autre de perfectionnement et d'adaptation à l'exigence des temps nouveaux obéit au fond à un seul mobile: redonner au peuple espagnol la pleine conscience de sa dignité.

Il suffit de se rappeler avec quelle ferveur les miliciens et les ouvriers illettrés défendirent de la destruction les œuvres d'art menacées par le bombardement. Partout où il fut possible d'arracher aux flammes quelques pièces, parfois sans valeur, partout d'innombrables héros anonymes ont permis de recueillir toutes ces merveilles jusque là inconnues et qui emplissent aujourd'hui les nouveaux musées d'Espagne.

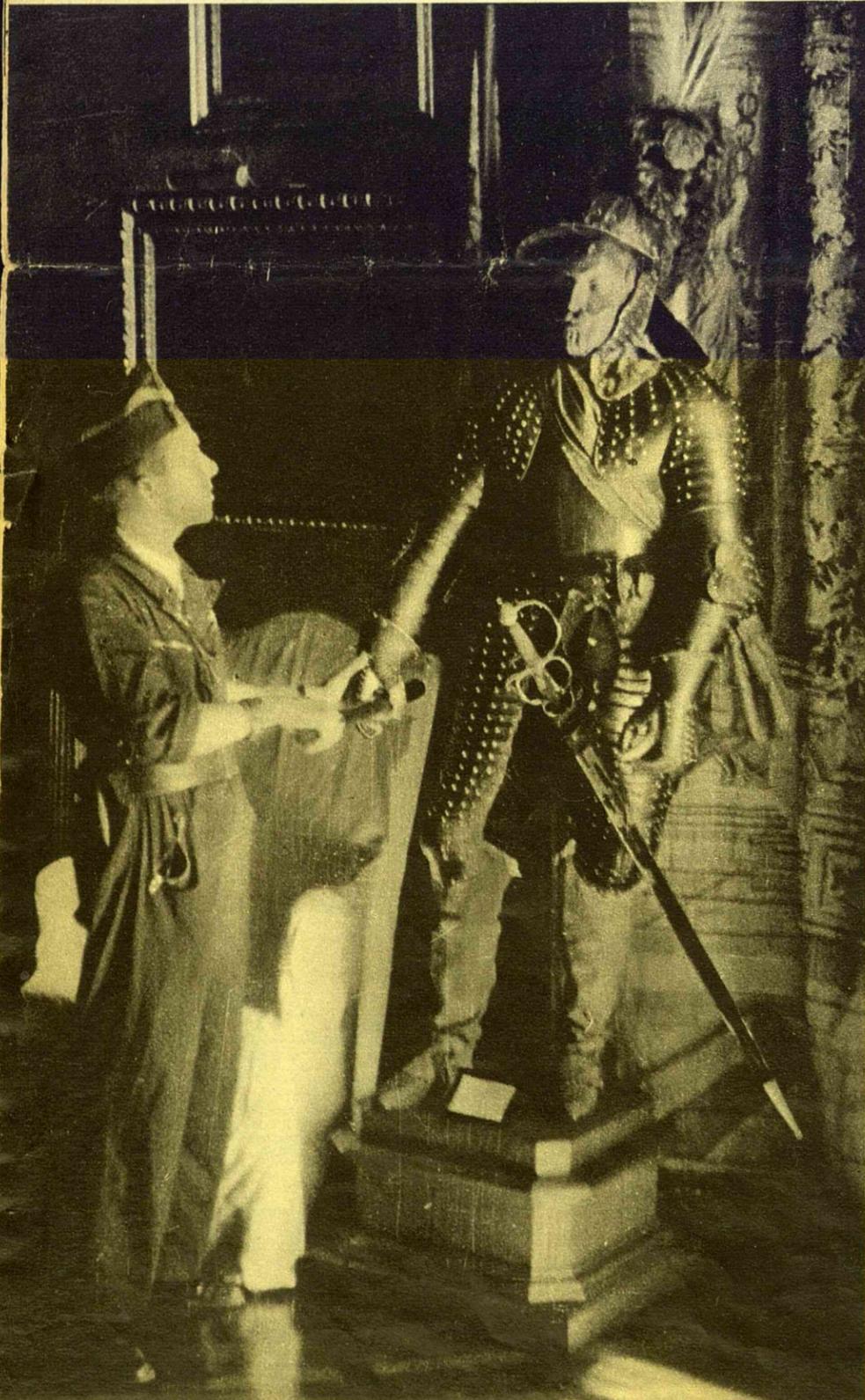
En Catalogne, le gouvernement depuis juillet dernier, a pris toutes les précautions pour s'assurer de la protection des œuvres d'art du pays.

« De la **Conseilleria de Cultura** et du service annexe du « Patrimoine artistique » écrit Ch. Zervos, partaient des ordres téléphoniques dans toutes les directions du pays catalan, jusqu'aux villages les plus lointains, indiquant les œuvres qu'il faudrait sauver à tout prix ».

« Partout, à Barcelone, à Cleira, à Gérone, les musées ont été agrandis et l'on organise fébrilement de nouvelles salles ».

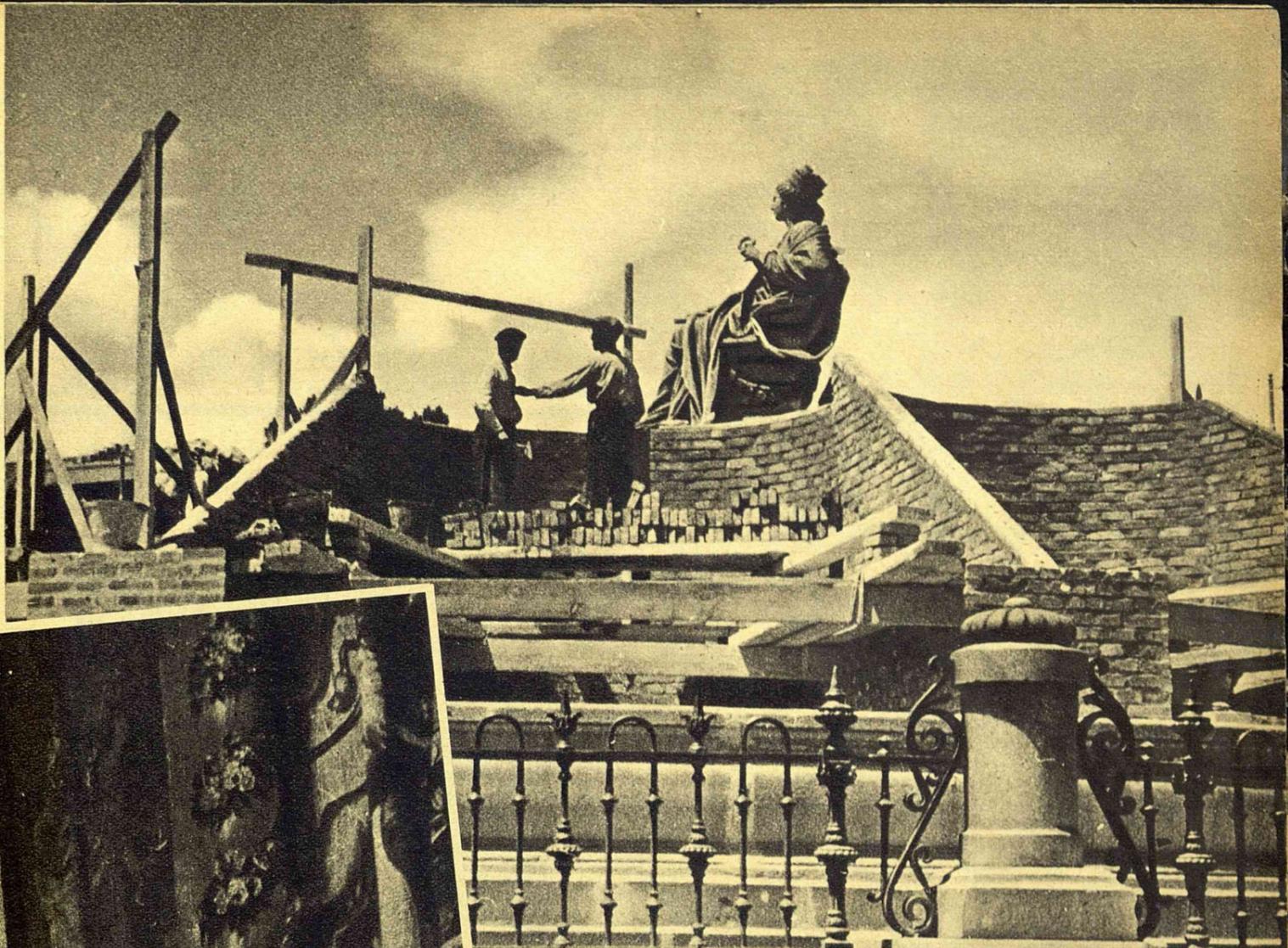
La même chose se produisit partout, sur tout le territoire contrôlé par Valence. A Madrid, où la destruction du Palais du Duc d'Albe et le bombardement du Prado ont soulevé d'indignation la conscience de tout esprit libre, des prodiges furent accomplis pour sauver ces chefs-d'œuvre de la peinture.

Rafaël Alberti qui parle aujourd'hui même à Madrid, au Congrès International des Ecrivains, a raconté l'exode de ces toiles aujourd'hui en sûreté à l'abri des murs de la forteresse de Valence. Espérons qu'il aura bientôt l'occasion de nous faire le récit de leur retour dans cette ville que les assauts infructueux du fascisme n'ont fait que mieux fortifier à la résistance.



Un milicien regarde une armure du 16^e siècle, dans le palais du duc d'Albe

Le conseil de défense de Madrid a décidé d'entourer les monuments publics d'une fortification pour les préserver des bombes fascistes. Voici la célèbre statue de Cibele, près de la Gran Vía, dont le socle a été entamé par un obus des « civilisateurs ».



Dans un Musée de Madrid, le milicien de garde époussette le buste d'un empereur romain.



Ci-dessous : Sur le front de Cordoue, les miliciens qui étaient, pour la plupart, des illettrés se réunissent entre deux combats autour d'un camarade plus instruit qui leur enseigne à lire et à écrire.



Ci-dessus : Beaucoup d'écoles de ce genre existent en Espagne républicaine. Les miliciens, fils du peuple, jusqu'alors maintenus dans l'ignorance, y étudient avec ardeur.

PHOTOS - T A R O - C H I M

La cathédrale
de BURGOS



Beautés de l'ES

PHOTOS : Pierre BOUCHER et Pierre VERGER



LE long des routes de l'ESPAGNE, au milieu de vous emplit la gorge d'émotion devant la beauté de l'image atroce vous poursuit : celle d'une bande de gneux pendus aux habits d'un paisible vieillard qui pourtant qu'à suivre en paix son chemin.

Sur le plus beau sol du monde, patrie à la millénaire l'ingéniosité et la grâce humaines poussent comme des lières, ce sont jetés des bandes de sauvages qui n'ont sources de revenus et positions stratégiques. Sur ce l'esprit s'est dépensé en de folles aventures parmi les soleils, ils sèment aujourd'hui la mort et ne pensent à la destruction.

CATALOGNE, gracieuse et grave aux côtes déchirées riches jardins, aux montagnes majestueuses, au ciel sombre du ROUSSILLON où le vin et l'olive sont empreints du cœur humain. ARAGON, pays rude creusé dans la plus lourde que la vie humaine, tissée par des siècles de souffrance et d'oppression. CASTILLE tragiquement sérieuse, propice à la poésie, à l'air léger comme une douce et au sein de laquelle resplendit MADRID où les plus grands moments de l'homme s'expriment dans les regards de ses habitants aussi simplement que des scènes de rues. En BASQUE que l'on trouve encore moyen de crucifier aussi GALICE, ESTRAMADURE, ANDALOUSIE les noms chantent en moi comme de lointains souvenirs.

Devant tant de richesses saccagées, le cœur se serre et nous tournons vers les gouvernements démocratiques de France et de Grande-Bretagne auxquels nous demandons, angoissés : « Qu'avez-vous fait de ce beau pays ? » et nous nous tournons aussi vers les communistes où nous savons que des peuples souffrent de l'absence de celui auquel les gouvernements les ont entraînés et nous leur posons la même question. Et s'ils ne nous répondent pas, ce sera à l'histoire qu'ils devront se justifier de cette terrible question. Ce bombardement au monde ne saurait effacer.

TRISTAN



SPAGNE

NE, au milieu de la joie qui
 devant la beauté de ce pays, une
 le d'une bande de chiens har-
 isible vieillard qui ne demande
 chemin.

atrie à la millénaire sueur, où
 ussent comme des fleurs fami-
 sauvages qui n'y voient que
 atégiques. Sur cette terre où
 entures parmi les chants et le
 rt et ne pensent qu'à la des-

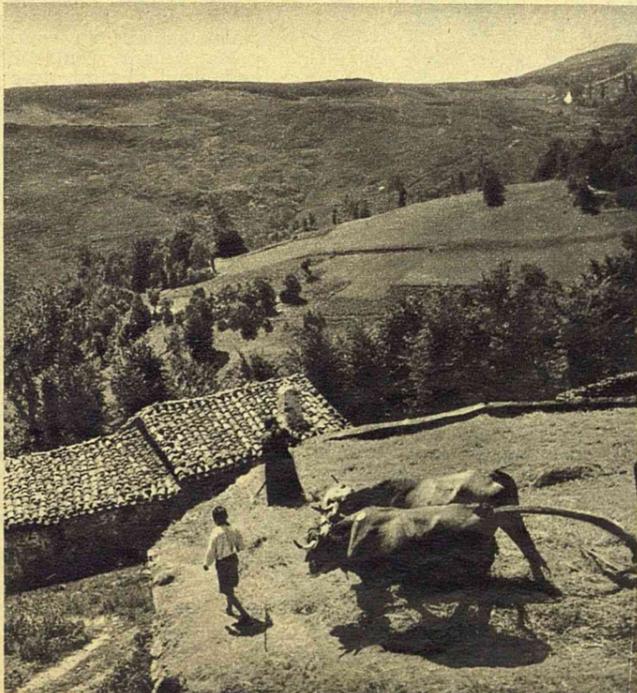
ve aux côtes déchiquetées, aux
 euses, au ciel sonore si proche
 ve sont empreints de la chaleur
 rude creusé dans une substance
 e par des siècles de souffrance
 quement sérieuse, à l'air pur
 ne une douce et amicale ironie,
 RID où les plus beaux senti-
 les regards de chacun de ses
 cènes de rues. Et toi, PAYS
 moyen de crucifier. Et vous
 RE, ANDALOUSIE, dont
 intains souvenirs.

le cœur se serre et nous nous
 ocratiques de France et d'An-
 ngoissés : « Qu'avez-vous fait
 urnons aussi vers ces pays fas-
 souffrent de l'abaissement dans
 rainés et nous leur posons la
 dent pas, ce sera devant l'his-
 tte terrible question qu'aucun
 acer.

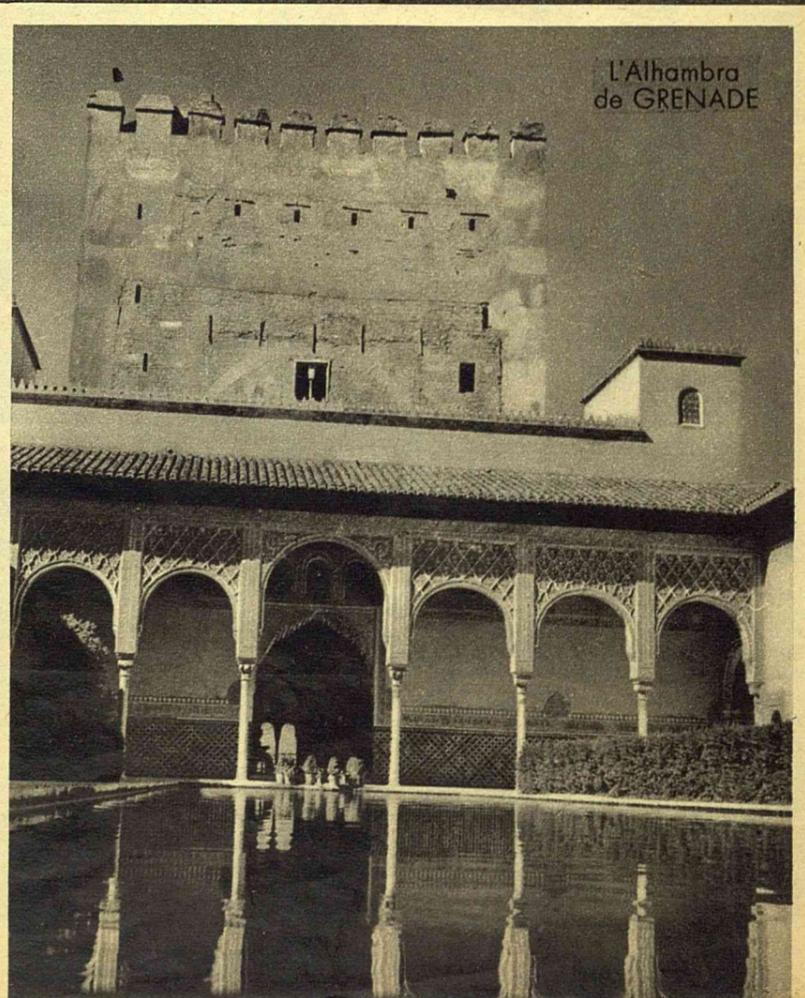
TRISTAN TZARA.



Vaneurs de
TOLEDE



Paysage
des ASTURIES



L'Alhambra
de GRENADE

Le petit MARCHAND de LÉGUMES

Traduction de Rolland SIMÓN

QUELLES sont les frontières qui délimitent les destins sociaux ? Personne ne peut se reconnaître coupable du premier gémissant d'un enfant. Un charbonnier avait prononcé la formule magique sur son ventre, et elle eut un fils à la Maternité. Elle connut les profondeurs de la terre, les chevilles lui firent mal, les ongles et la racine des cheveux devinrent douloureux, et le monstre étrange naquit : c'était un garçon. La Supérieure de l'Hospice, dans sa visite de chaque matin, pria la nouvelle maman de s'en aller vite. Elle était si robuste, et d'autres enfants demandaient à naître.

On ne l'appela jamais « petit oiseau », ni d'aucun de ces doux noms qui accompagnent de leur son familier les jeunes enfants. On le plaçait entre deux sacs, pour qu'il ne bougeât pas, et les pommes de terre, les betteraves, les choux-fleurs, les laitues, lui formèrent — avec l'odeur du fumier — les poumons, comme la rosée fait croître l'herbe des prairies.

Ils étaient domestiques dans une fruiterie. A sept ans, il s'aperçut que les oignons en chapelets n'étaient pas à lui, non plus que les oranges. Quand il touchait aux raisins muscats, il ne savait quel ennemi le faisait saigner du nez. De plus, il avait des jambes, et ne voulait point en avoir, car il les trouvait laides. Il ne voulait pas porter de chaussettes, mais plutôt des bas de laine, et comme il aimait mieux lire les journaux que de vendre des fruits, la boutique se transformait pour lui en un champ stérile, balayé de coups de vent. Sa mère arrivait, rouge, sanglée, raide comme un jonc. Son père, le charbonnier, appartenait déjà au monde des morts.

La maison qui se dressait en face de la fruiterie n'était pas un palais. Elle était faite de cette matière indéfinissable des édifices construits à la hâte. Mais dans cette maison vivait son ami, qui portait des bas de

— Toi, laisse le train, tu vas l'abimer !

Une petite locomotive courait sur la surface de la table de la salle à manger. Un levier, et la machine commençait à rouler, avec ses bielles actionnées en mesure, — le tender avec du charbon, ensuite (premières, deuxième et troisième), les voitures de voyageurs, et autour de la table, il y avait aussi des classes différentes : le père faisait marcher le train, sans le laisser toucher par personne, l'enfant de la maison courait, plein d'émotion, et le petit marchand de légumes regardait. Le plus pénible pour les enfants était de ne pouvoir casser le train. Et tous deux, sans se concerter, se fatiguèrent. C'était trop parfait, trop propre. Quel dégoût !

Ils demandèrent des haricots. Le jeu changea. Basilio savait qu'en enveloppant les haricots dans du buvard humide, ils poussaient tout seuls. Ils passèrent quelques jours à les regarder s'étirer, en allongeant des racines et des tiges.

Basilio avait froid. La boutique s'emplit de l'odeur puante des légumes à moitié pourris. La mère était de plus en plus intraitable, rébarbative. La patronne de la fruiterie accepta que le gosse aille en face, pour plaire à ses clients. La mère portait les fruits aux étages supérieurs. C'est pour cela que ses pieds enflaient.

— Il est neuf heures. Va-t-en, car on doit t'attendre !

Basilio descendait avec peine les escaliers. Peu de choses l'attendaient. Il pensait à la soupe qu'on venait de mettre sur la table. L'arrière-boutique, les sacs de pommes de terre, l'odeur de la terre humide, les corbeilles d'oranges, les caisses de raisins muscats. Tout ce qui, séparé et battu par le vent, devenait feuillages, arbres où nichent les oiseaux, où montent les insectes, en ce lieu se changeait en monceaux dégoûtants, dont

primerie. Il dédaignait sa mère et la patronne de la fruiterie. Il méprisait les autres enfants. Il se voyait juché sur une échelle de lettres, dont les minuscules échelons l'emporteraient dans une maison aux abat-jour verts qui se balançaient. La mère, assise devant la table, sans rien faire, le regarderait. Sur une plaine d'acajou, courrait un train électrique...

On les mit à la porte de la fruiterie. La mère et le fils s'en allèrent vivre chez une tante. Tous les pauvres ont beaucoup d'enfants. Il rencontra là de nombreux gamins qui entrèrent dans sa solitude. Ils étaient sauvages et bêtes. Il les méprisait.

Quand on sort vite de la maison, il est facile, même s'il faut aller loin, d'arriver à satisfaire ses désirs. Presque chaque jour, Basilio grattait à la porte de son ami et entraînait pour étudier la leçon. La table, le train, la douce chaleur d'une maison bien tenue. Ensuite, il marchait de nouveau dans le froid, dans l'incompréhension, dans la nuit.

A l'arrivée, il retrouvait les préoccupations quotidiennes des pauvres. L'oncle, sans travail. Tous les voisins souffraient du même mal. Si leurs mains avaient pu rester immobiles, elles se seraient rouillées. « Ces cochons de bourgeois, ils nous sucent, et quand ils nous ont sucés, ils nous jettent ! » Basilio ne pouvait supporter tant de souffrances. Ces enfants, jetés dans un patio boueux, ces femmes rendues haineuses par la colère, les hommes qui parlaient révolution. Quelle horreur ! Au contraire, dans l'autre maison, le silence contenu pour que les enfants puissent étudier. Pourquoi doit-on haïr les bourgeois ? Basilio ne comprenait pas. Il aimait, lui, la maison bourgeoise, les petites filles bourgeoises aux cheveux coupés et ondulés, avec leur air de poupées.

Interrompant son rêve, la tante dit :

— Cet enfant doit aller avec les autres.

La mère baissa la tête. Avec les autres. Lâche ! Il vit avec terreur que sa mère le condamnait à la rue, le sacrifiait, l'envoyait demander l'aumône. Il se mit à regarder ses pauvres jambes, qui toujours lui avaient tant donné de tourments ! Des jambes qui avaient treize ans ! Connaître tant de faits héroïques, tant de noms illustres de l'histoire nationale, savoir si bien assembler les nombres, pour devoir maintenant tendre la main vers les aumônes ! Mais tout n'était pas encore perdu. Il lui restait son ami et les bourgeois, ces bourgeois odieux, qui ne consentiraient pas à ce destin.

Il arriva sans savoir comment, en coup de vent. Sur la table s'installait la préoccupation des examens. Le père expliquait un cours de géométrie. Dans un intervalle, il s'aperçut que Basilio, crasseux, les jambes maigres et grelottantes de froid, écoutait.

— Ne sais-tu pas que c'est demain le concours ? Et il faut qu'il ait au moins six points de plus que la moyenne !

Le père caressa la figure inexpressive de son enfant. Basilio sentit son cœur se serrer, et il fit un effort surhumain pour dire à mi-voix :

— Et moi, je ne passe pas d'examen ?

Alors on lui expliqua qu'il était pauvre et que les examens coûtaient de l'argent, et que les universités sont pour les riches.

Quand les enfants pauvres s'aperçoivent qu'ils ne peuvent combler leurs désirs, ils ne pleurent pas à torrents. Ils restent impassibles, stupides. Il avait cru qu'on pouvait aller aux examens, les mains dans les poches. L'argent d'autrui ruisselait en larmes sur le cristal de ses yeux.

— Ecoute, va chercher un pantalon, bien qu'il soit trop grand, sa mère pourra le lui arranger.

Ils lui donnèrent, pour le consoler, un vieux pantalon, et puis allez, marche ! Le voilà qui s'en va dans les rues avec le pantalon à côtes sous le bras. Et il pense : « Tous les riches peuvent étudier, et moi non. Mais moi je sais plus de choses que lui. Ça ne fait rien, je suis un artichaut, une carotte. J'ai, au lieu d'une tête, une tomate, parce que je n'ai pas d'argent. Si j'avais de l'argent, j'aurais du talent. Va mendier des aumônes, fainéant ! Demi-tour, concombre, citrouille, idiot ! Ne t'approche pas des belles demoiselles, elles sont en sucre ! Piétine les livres ! ouvre tes méninges ! Tes parents valent les autres ! Regarde ces gosses. Ils sont sales, ils ne savent pas manger. Ils ont toujours des bavures au coin de la bouche. Tu es leur égal. Maintenant, j'entrerai chez moi, je dirai bonne nuit. Je leur sourirai, avec tout ce que j'ai appris de géométrie sur les lèvres. Ce sont les miens. Quel dégoût qu'ils soient les miens ! »

La mère se réjouit de le voir entrer :

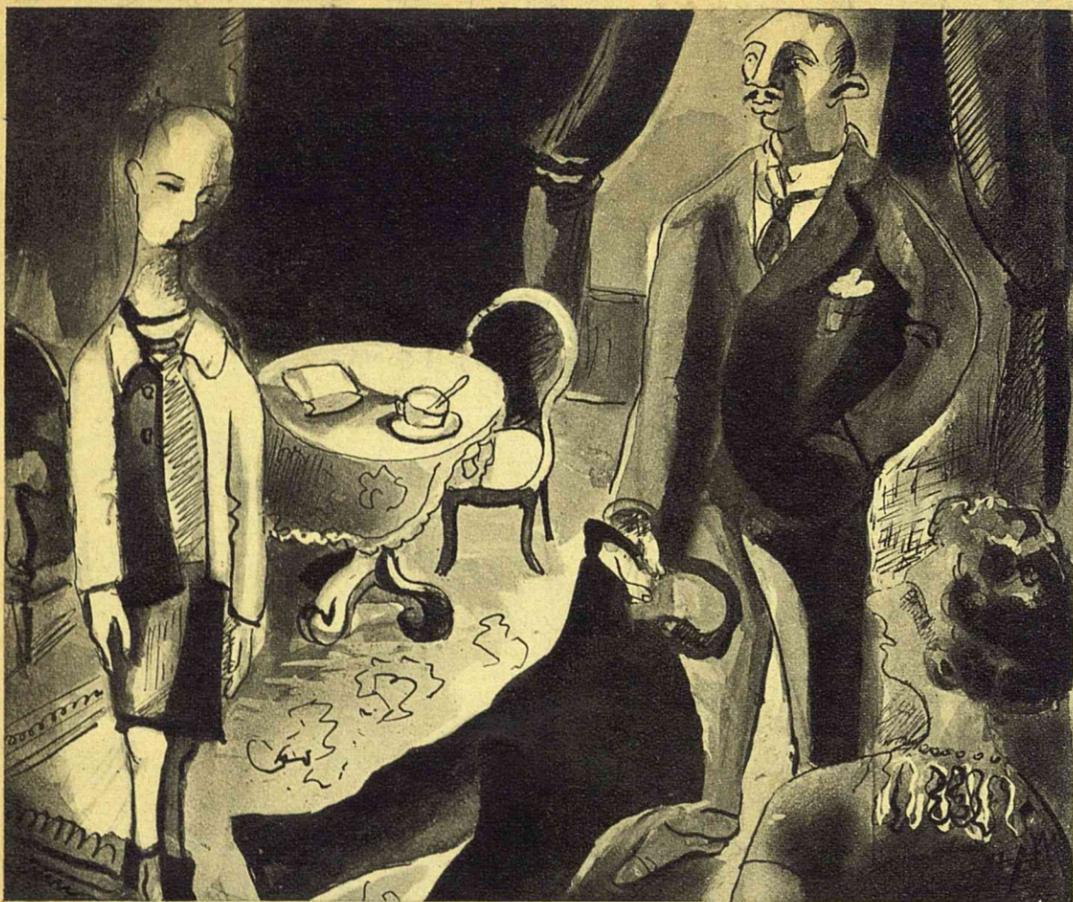
— Tu vas rester avec les petits. Je dois aller à la Montagne.

Les expulsait-on également d'ici ? Il donna aussi le pantalon qu'on lui avait fait cadeau et se mit à couper du pain pour la soupe. Des larmes sales lui tinrent lieu de sel. Il arrivait à temps pour les gosses. Il voulut leur raconter une histoire. Il commença :

— Don Enrique de Trastámara... Il parla devant ce « tribunal » si ardemment que les yeux des enfants se fixèrent, émus par la beauté historique. Et Basilio fut forcé de s'arrêter : l'inégalité du monde lui étrennait la gorge.

Au fond de la chambre, il y avait un montant. Il attrapa la corde qui servait à étendre le linge. Il se hissa sur les fers du lit et, depuis la boule dorée qui est à gauche, il s'élança, avec la corde bien enroulée à la gorge, vers l'oubli.

Les petits enfants se mirent à rire, car ils crurent qu'il faisait des exercices d'équilibre.



laine et lui offrit un ballon. L'ami descendait acheter des bananes. Il était différent de lui, d'une autre classe sociale. Sa mère disait que les voisins de la maison d'en face étaient très chrétiens et charitables. Basilio avait trouvé un ami dans la maison d'en face.

— Que cet enfant monte. Notre fils apprendra à lire avec lui.

On donnait à goûter au gosse, pour que l'enfant riche passât son temps agréablement. On lui donnait à manger pour exciter l'appétit de son ami. Quelle grande habileté pour exploiter la présence des pauvres !

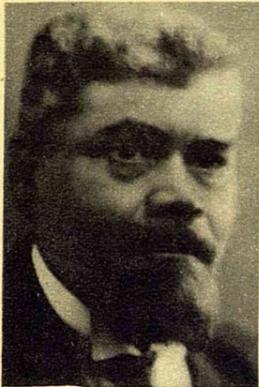
— Ne trouves-tu pas que l'enfant se porte mieux ?

l'odeur de pourriture vous prenait à la gorge. Basilio ne s'en était pas aperçu, avant qu'on lui fasse la charité de lui apprendre ce qu'est une maison bourgeoise.

Le temps passa. Et l'ami riche commença à étudier. Basilio étudiait aussi. Il apprenait des leçons. Il lui était très facile d'apprendre par cœur la géographie et les légendes de l'Histoire d'Espagne.

— Qu'il vienne le soir, il aidera notre enfant à apprendre les leçons du jour suivant. Il est si intelligent, ce gosse !

Maintenant, il montait chaque soir. Déjà, il n'avait d'yeux que pour les fourmillères des caractères d'im-



Léon ARCHIMBAUD.

AIDER L'ESPAGNE

contre L'INVASION

par **Léon ARCHIMBAUD**

Rapporteur Général du Budget des Affaires Étrangères, Président de la Sous Commission de la Défense Nationale.

La gravité de la situation extérieure n'échappe plus à personne. Le mythe de la non-intervention péniblement entretenu par les Chancelleries de Londres et de Paris s'est effondré et nous révèle la situation sous son véritable jour.

Elle n'est pas rassurante.

L'Espagne Républicaine se débat sous la pression toujours plus massive des dictateurs. L'Espagne est en train de devenir terre de conquête de l'Empire Germanique. Nous, Français, nous ne pouvons consentir à ramener l'Europe au temps de Charles-Quint. L'indépendance de notre pays est en jeu si l'Espagne tombe au pouvoir de l'Allemagne hitlérienne. Nous sommes plusieurs à l'avoir dit dès le début. Mais aujourd'hui que tout le monde commence à voir le danger, qu'allons-nous faire ?

La pire des solutions ce serait de donner carte blanche aux dictateurs. L'Espagne en soi leur importe peu. Elle ne peut être qu'un atout dans leur jeu, un atout, il est vrai, de premier ordre. Ce jeu, il ne faut pas être grand clerc pour le deviner.

Il se résume à ceci : régler la question sociale par l'impérialisme. Ce n'est pas la conquête de l'Espagne qui permettrait d'atteindre ce but. Mais posséder l'Espagne serait, pour une lutte de plus grande ampleur, une force considérable. L'Espagne est une position d'approche dont la possession pourrait être décisive pour l'impérialisme allemand. Par là nos colonies africaines seraient menacées, la route des Indes au pouvoir des dictateurs.

Ni l'Angleterre, ni la France ne peuvent permettre la conquête de l'Espagne.

Mais que faire pour empêcher cette conquête ? On parle d'une déclaration de neutralité. Reverrons-nous après la comédie de la non-intervention, celle de la neutralité ? L'Allemagne et l'Italie n'hésiteraient pas à se dire neutres. Il en résulterait ipso facto une reconnaissance de belligérance pour la junte de Salamanque. Ce serait donner le droit aux navires rebelles d'arraisonner les bateaux français et anglais, tandis qu'ils laisseraient passer sans les visiter les navires allemands porteurs de matériel de guerre destiné à FRANCO ! Les gouvernements anglais et français ne se prêteront pas à cette nouvelle manœuvre.

La solution du contrôle franco-britannique ne serait pas meilleure.

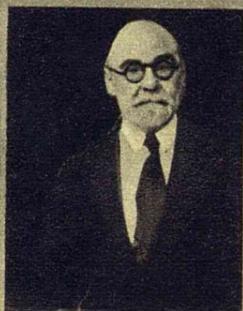
Ou bien elle serait inefficace, ou bien elle serait dangereuse. Une fois ou l'autre surviendrait un incident qui ne manquerait

pas d'ailleurs, au besoin, d'être suscité et qui permettrait à HITLER de prétendre que les intérêts et l'honneur de son peuple sont menacés.

Ce serait le casus belli enfin trouvé. Et l'on peut être sûr qu'il

A ALVAREZ del VAYO

par **Élie FAURE**



Élie FAURE.

« Cet article constitue la préface d'un livre à paraître de notre camarade Élie Faure, « Méditations catastrophiques », livre entièrement consacré à l'Espagne et à la révolution. »

La France ignore. Ce n'est pas une excuse en ces temps où tout le monde doit être appelé à comprendre — ou à disparaître. Elle a ignoré, elle ignore encore les massacres des Asturies. Elle a ignoré les tortures infligées aux républicains dans les prisons à la suite de ces massacres. Elle a ignoré que, dès ce moment-là, vous êtes venu parmi nous pour tenter d'intéresser le peuple de Paris, jadis si généreux, si clairvoyant, au sort de la malheureuse Espagne, retombée une fois de plus sous la matraque, la mitraille et le garot des tortionnaires. Elle ignore que les généraux policiers ou garde-chiourmes étaient des récidivistes des coups d'État et qu'aucun d'eux n'était accompagné des victoires qui expliquent, sinon légitiment, les coups d'État. Elle ignore que votre pays est, depuis plus d'un siècle, la victime grondante et se débattant dans ses chaînes de ces soudards de carnaval qui se vengent de leurs défaites et de leur nullité sur le plus noble des peuples. Elle ignore que l'élite des poètes, des romanciers, des philosophes, des artistes, tous les ouvriers, maçons, terrassiers, cheminots, métallurgistes, mineurs, travailleurs agricoles, manœuvres, apporte sou à sou son secours aux blessés, aux enfants d'Espagne, dans l'idée fervente et parfois désespérée que l'Espagne combat et peut-être meurt pour nous. Elle ignore que l'Allemagne et l'Italie encerclent ses frontières, avec la complicité de ses diplomates et de sa presse, de l'embouchure du Rhin à l'embouchure de l'Adour.

La France est aveugle et sourde. Depuis le traité de Versailles, le plus beau monument d'imbécillité de son histoire, elle a marché droit à l'abîme, sans esquiver le moindre geste qui pût la détourner de son obstination bestiale, sa classe ouvrière seule essayant de la replacer dans la voie du dynamisme créateur. Sa paresse d'esprit, son instinct de propriété, sa peur de l'inconnu, sa phobie du risque, sa dévotion intéressée et routinière l'emportent sur sa culture, sur le sens de son être, sur la générosité des sentiments qui la définissent parfois, mais qui ne vivent même plus en elle à l'état de souvenir. Ne lui cherchez pas d'excuse sous le prétexte que sa grande presse l'empoisonne. Un peuple libre et fort a le droit de briser ceux qui le tuent.

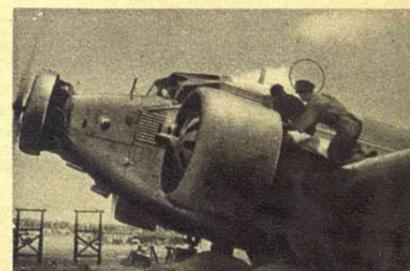
J'aurais voulu que la foule élégante ou abêtie qui constitue la clientèle des grands quotidiens français fût transportée d'un coup de baguette sur la Gran Via, de Madrid, en cette après-midi brûlante du mois d'août 1936, où je regardais défilé six cents paysans de Castille en trois longues files qui tenaient la largeur d'une chaussée, que beaucoup d'entre eux, sans doute, foulaient pour la première fois. Elle aurait ri, sans doute, de l'aspect de ces vieux hommes tout raidis par le travail, de ces jeunes gens dont les vêtements déchirés révélaient le torse épique, de ces ardentes jeunes filles en costume masculin, tous marchant du même pas ferme, sans un mot, les bras nus, les pieds chaussés d'espadrilles. Elle aurait ri, je l'espère, et par là mérité la mort. Elle aurait ri de vous voir vous-même en salopette bleue, le pistolet au flanc, quand vous êtes venu dans ce même hôtel, d'où je saluais ces braves gens, en cette même après-midi de foi, de fièvre et de lumière, m'entretenir des événements inouïs que vivait l'Espagne et du commun souvenir que nous gardions de ces réunions de Paris où Pasionaria, Margarita Nelken et vous-même tentiez de convaincre un maigre auditoire que l'insurrection des Asturies et sa répression effroyable n'étaient que le commencement du drame, et que le sort de la France et du monde se déciderait chez vous.

Je vous offre donc les pages qui suivent avec d'autant plus de cœur que, depuis, vous avez tenu vos promesses, bien travaillé pour notre Espagne, pour notre Europe, et lutté pied à pied pour maintenir la dignité de l'homme à la hauteur des sacrifices qu'exige son salut. Je me souviens de vous avoir conté, lors de cette entrevue sur le seuil de la guerre, comment j'avais, une semaine auparavant, traversé la Manche, vers la fin de la nuit, alors que fatigué par quarante heures de voyage, mon impatience devançait la marche du train et me situait déjà en ce Madrid où je suis si souvent venu me pénétrer de votre héroïque culture, dont la grandeur de l'homme seule fut le permanent souci. Je vous disais qu'il n'était pas possible que ce que représente pour moi l'immense étendue orangée sur les labours indigents, le terrain pierreux qui devient plus rose à mesure que le jour monte, les moulins de Don Quichotte sur leur butte, la misère et l'austérité de ces plaines si humainement illustres, fût livré aux barbares du dedans et du dehors.

(Voir la suite page 22)



Alvarez del VAYO.



Trimoteur allemand « Junker », capturé sur le front de Madrid

serait trouvé dans les conditions les meilleures pour nous séparer de l'Angleterre.

La seule solution, c'est de revenir tout simplement au droit international. La République espagnole doit pouvoir jouir de la liberté de commerce entière avec les pays qui la considèrent comme le seul gouvernement ré-



Ces mots servant d'indication pour le lancement des bombes aériennes, sont de langue allemande, et montre la provenance du matériel

gulier d'Espagne. Livrer à la République Espagnole les commandes qu'elle nous passerait, d'armes et de munitions, ce ne serait même pas intervenir en Espagne. Ce serait tout simplement affirmer que les Dictatures ne font pas encore la loi en Europe. Ce serait permettre au Gouvernement régulier de l'Espagne de lutter contre l'invasion étrangère. Finira-t-on enfin par comprendre que dans cette lutte désespérée qui se déroule de l'autre côté des Pyrénées, c'est de notre propre destin, de notre indépendance, qu'il s'agit ?

Quand cesserons-nous de faciliter le jeu du pangermanisme allemand en laissant l'étranger ravitailler les troupes de Franco et d'Hitler tout en refusant, contre tous les principes de droit international, des armes et des munitions à ceux qui combattent pour leur Liberté et pour la nôtre.

Le monde catholique et l'ESPAGNE

JE veux simplement rappeler, non par des commentaires, mais par des textes empruntés, surtout à des catholiques espagnols incontestables, pourquoi, moi, catholique français, je me suis prononcé pour le gouvernement de Valence.

Le malaise qui, durant de longues années, précéda la révolution, fut souvent mis au jour en termes inoubliables: « L'Espagne est catholique presque entièrement, mais elle l'est peu. Elle l'est peu, en raison de la faible densité de la pensée catholique et de son médiocre dynamisme en des milliers de citoyens. A la roche vive de notre vieille foi s'est substitué le sable mouvant d'une religion de crédulité, de sentiment, de routine, d'inconscience... La vérité catholique n'a pas été enseignée avec une force et une clarté suffisante pour atteindre le fond des consciences... On a manqué à former la conscience catholique en tout ce qui a trait au devoir chrétien dans l'ordre civil, politique et social ».

C'est le cardinal Goma, archevêque de Tolède, primat d'Espagne, qui parlait ainsi dans une lettre pastorale en 1933 (1).

Entre cet avertissement et cette page ardente de José Bergamín écrite au fort de la bataille, y a-t-il des abîmes, je ne le crois pas.

« L'explosion de la haine populaire contre les prêtres était malheureusement inévitable en Espagne. Il y a longtemps que notre clergé a cessé de servir Dieu. Rapaces, fainéants, privés de toute vie religieuse véritable, nos prêtres se sont mis ouvertement au service de la petite poignée d'hommes qui exploitaient le peuple avec une cruauté qui remonte aux pires moments de l'époque féodale. Ayant accumulé des richesses formidables, l'Eglise espagnole est devenue elle-même un des plus redoutables oppresseurs des travailleurs. Banques, monts-de-piété, compagnies de navigation, chemins de fer, exploitations minières, partout on retrouve les capitaux de l'Eglise se chiffant par milliards. Comment voulez-vous que le peuple, dans ces conditions, ne se soit pas tourné en premier lieu contre ces exploitateurs qui lui prêchaient l'humilité et l'abstinence ? Et que dire de leurs alliés, de ces quelques grandes familles espagnoles qui détiennent les trois quarts des richesses du pays et prétendent aujourd'hui, défendre la religion en massacrant le peuple ? Leur religion n'a rien à voir avec la foi chrétienne. Vautrés dans leur orgueil impie, ils exigeaient qu'on servît Dieu à domicile; tous, ils s'étaient fait construire dans leurs palais, depuis longtemps enlaidis par la vulgarité des goûts bourgeois, des chapelles particulières où les prêtres venaient officier pour épargner à cette caste dégénérée la rencontre avec le simple peuple ».

(1) Cité par Marc Le Moudeque: « La guerre civile en Espagne », « Les Etudes », 5 janvier 1937.



L'église des religieuses Augustines à Durango, que les bombes des avions allemands ont détruite.

Par
Robert HONNERT

Une messe de campagne sur le front basque.



les secours CATHOLIQUES au Peuple ESPAGNOL

une interview avec
M. CLAUDE BOURDET

Secrétaire du COMITÉ
FRANÇAIS pour la PAIX
CIVILE et RELIGIEUSE
en ESPAGNE

LES catholiques français ne se sont pas bornés à protester contre les massacres de prêtres ou de religieux qui eurent lieu au début de la rébellion. Leur manifeste à propos de la destruction de Guernica a prouvé qu'ils souffrent du sort de leurs frères malheureux à quelque camp qu'ils appartiennent. Ils ne s'en sont pas tenus aux paroles. Pour préciser ici quel secours effectif ils apportent des maintenant aux victimes de la guerre, j'ai demandé des renseignements à M. Claude Bourdet, secrétaire du « Comité français pour la paix civile et religieuse en Espagne », né d'initiatives catholiques, et qui groupe dans son conseil de direction Mgr Beaupin, François Mauriac, Jacques Maritain, Georges Duhamel, etc.

— Notez bien que nous parlons surtout des Basques — me dit M. Claude Bourdet — puisque aujourd'hui ce sont eux les plus menacés. Notre Comité a formé une commission qui s'occupe de ce problème et travaille en liaison avec les autres organisations catholiques qui se proposent le même but : Comité national dont le Cardinal Verdier a accepté la présidence d'honneur, Société de Saint-Vincent de Paul, etc. Cette action commune prend trois formes : établir des camps ou des colonies dans le Sud-Ouest; procurer aux réfugiés le nécessaire, vêtements, etc.; et quand c'est possible, assurer le transport vers d'autres régions de France, ou vers des centres catholiques d'hébergement en Suisse, en Hollande en Belgique, de manière à laisser les locaux libres pour de nouveaux arrivants, A Bordeaux, un secrétariat travaille d'accord avec Mgr Mathieu, évêque de Dax, avec les évêques de Bayonne et de Bordeaux, 2.000 enfants environ sont déjà placés dans la région bordelaise et dans les Landes. Nous envisageons aussi, dans des locaux demandés aux œuvres diocésaines de l'île-de-France, de faire suivre les enfants basques par des éducateurs et toute une administration basques.

— Et les ressources nécessaires ? Comment vous les procurez-vous ?

— Vous savez aussi bien que moi qu'on a fait des quêtes; et j'ajouterais qu'à la demande du Saint-Siège, la Société de Saint-Vincent de Paul s'est occupée de recueillir des dons.

— Et le résultat ?

— Plusieurs centaines de mille francs ont été ainsi versés.

— En somme, vous avez eu l'approbation sans réserve des autorités religieuses ?

— Non seulement l'approbation, mais l'aide du cardinal au dernier vicaire. Puisqu'il y avait des malheureux à secourir, nous devions être là, d'où qu'ils vissent, et bien entendu ce que nous faisons pour les gouvernementaux, nous le ferions pour les éprouvés de n'importe quel parti.

Je remerciai M. Bourdet de ses précisions.

— Quelles ne vous trompent pas, ajouta-t-il avec un scrupule que je comprend; vous m'interrogez à un débat de notre action; ce n'est pas un bilan que nous pouvons établir et vous devinez que je ne puis faire encore état de projets plus amples auxquels l'avenir seul donnera consistance.

Et je relisais, en m'en allant, dans la déclaration du Comité, cette belle phrase d'union : « Le Comité ne saurait être engagé par ses positions, non seulement diverses, mais éventuellement contraires prises par ses membres, en leur nom particulier, sur la guerre d'Espagne. Comme tel, c'est seulement pour contribuer à ce qui peut servir la pacification qu'il est constitué et qu'il agit. »

Robert HONNERT.

Lorsque, à la fin de juillet, je fus chargé par le gouvernement, d'aller prendre possession d'un couvent, je n'eus aucun scrupule à faire mon devoir: la foi, à laquelle je reste profondément attaché, n'y résidait plus... Il m'est plus facile de parler de la doctrine chrétienne avec un communiste qu'avec un prêtre. Depuis des années, je combats dans ma revue Cruz y raya l'impiété de la religion officielle, et c'est avec joie que j'ai adhéré à l'Association des écrivains révolutionnaires qui groupe les meilleurs représentants des lettres espagnoles. En Espagne, la victoire du peuple sera aussi la victoire de la véritable foi chrétienne... »

Ai-je besoin de dire que de telles pages sont généralement cachées à la majorité des catholiques français par une presse officielle qui fait de sa timidité une triste vertu; ou encore, ils y sont amenés, ou tournés en dérision. Et pourtant, quoi de plus grave, de plus émouvant, de plus propre à porter à la réflexion que ce choix, fait par de vrais croyants espagnols, qui, pour la « respiration » de leur foi, trouvent un climat plus favorable auprès de ceux qu'on veut à tout prix faire passer pour des suppôts de l'enfer, qu'auprès de leurs frères noyés dans la matière... Est-il plus nette affirmation que celle d'Ossorio y Gallardo :

« Mais le catholicisme était-il attaqué ? Souvent vous entendez cette autre accusation, s'écrie Ossorio y Gallardo (1) : « La guerre a éclaté parce que les catholiques étaient poursuivis. Il fallait se battre pour la défense de la liberté du catholicisme. »

— Je réponds comme devant l'autre accusation: faux ! faux ! faux !

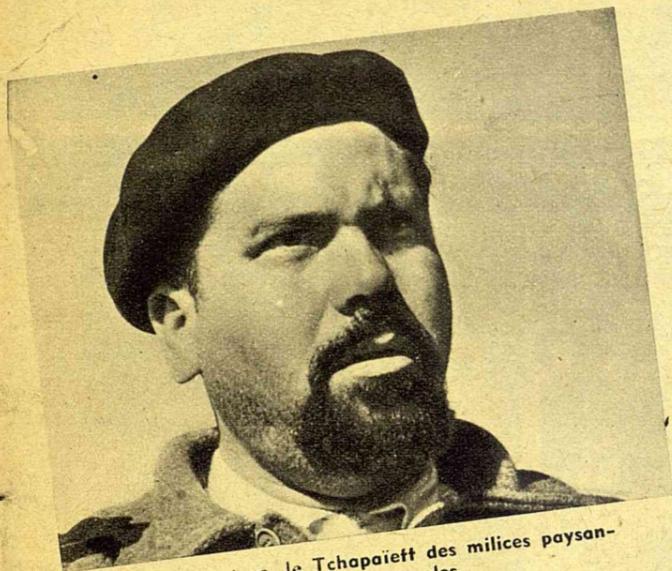
Toutes les églises d'Espagne étaient ouvertes. Dans toutes les églises se pratiquaient les sacrements. Toute la grande foule des catholiques espagnols assistait aux offices dans les églises. Eh bien, c'est la liberté. C'est la Constitution, c'est la loi de congrégation religieuse. C'est la liberté du culte. C'est la liberté de conscience que la République espagnole avait décrétée et a pratiquée avec la plus grande loyauté, presque la plus grande innocence.

(Suite à la page 22.)

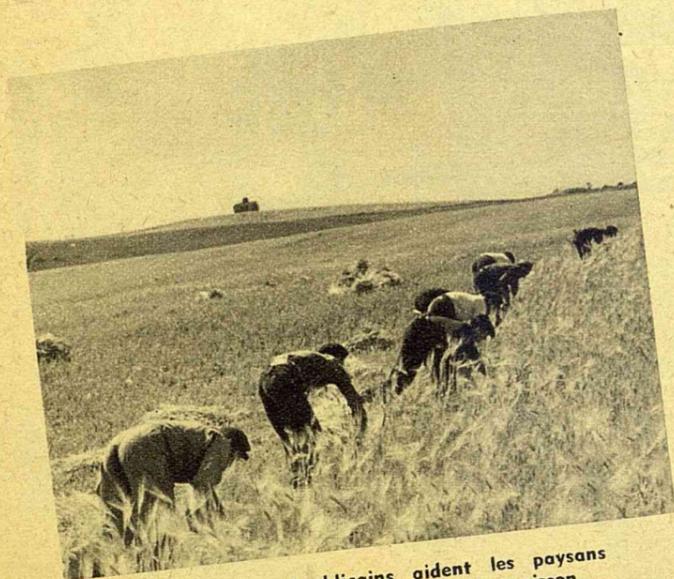
(1) Discours prononcé le 10 octobre 1936, à la conférence européenne pour l'aide à l'Espagne républicaine.

En cette année de GLOIRE et de SOUFFRANCE...

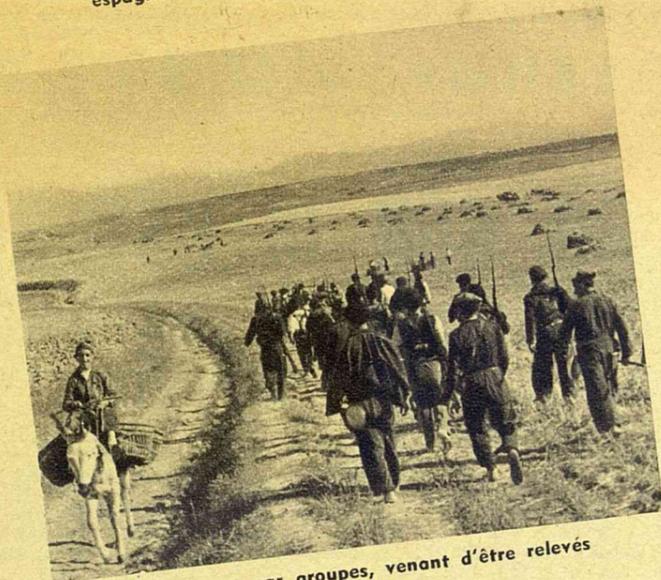
PAR MARGARITA NELKEN, député aux Cortès



Campesinos, le Tshapajeff des milices paysannes espagnoles.



Les soldats républicains aident les paysans espagnols dans les travaux de la moisson.



Ils arrivent par groupes, venant d'être relevés sur le front.



A côté de meules de paille, ils posent leurs armes et leurs équipements.

Ç A fait tout de même un an ! Si l'on jette un coup d'œil sur cette année-là, il peut sembler, au premier abord, que ce sont les rebelles qui ont fait le plus de chemin; si l'on regarde la carte surtout. Et pourtant...

Pourtant, au-dessus de cette vérité apparente, il en est une autre, en dessous plutôt, dans le fond, dans les sources essentielles d'où jaillira fatalement la vérité décisive et définitive. Car ce que l'on appelle, d'ici, de la réalité crue de notre lutte, l'opinion internationale, c'est-à-dire tous ces messieurs réunis à Londres, à Genève et ailleurs pour discuter des moyens de sauver les intérêts du fascisme en ayant l'air de ne pas avoir l'air, tout cela, gouvernements soi-disant démocratiques y compris, peut bien s'amuser à mesurer le terrain perdu aujourd'hui sous l'empire de la terreur, et à compter les villes et villages envahis par les interventionnistes germano-italiens; nous, en revanche, nous établissons, dans l'inventaire de cette année terrible, le Doit d'une armée toute entière passée à l'ennemi de par la foule de ses chefs trafiquants de leur Patrie, et l'Avoir actuel d'une armée régulière, surgie miraculeusement de la volonté de liberté de tout un peuple. Miliciens d'il y a à peine un an! Ouvriers, paysans, étudiants qui veniez me demander des armes à la Maison du Peuple de Madrid, n'importe lequel des camions qui s'en allaient comme ça, tout bonnement, hurler l'Internationale vers la Sierra où attendaient, fin prêts, les canons des factieux : qui dirait que vous êtes les mêmes que ceux d'entre vous qui ont survécu, et qui aujourd'hui, sous les ordres de ces chefs magnifiques sortis de vos propres rangs, êtes déjà, malgré tout et envers et contre tous, les artisans de la très proche victoire?

Parmi vos chefs, il en est un dont le surnom même : « El Campesino » — le Paysan — seul nom par lequel il est connu, dit bien l'esprit de cette armée du Peuple et pour le Peuple. Ce n'était, en effet, qu'un simple paysan, un simple militant communiste de la campagne; voyez-le aujourd'hui étudiant son plan d'attaque en grand chef d'état-major, lui, un des vainqueurs de Guadalajara. Et voyez les « réserves » d'où vont sortir les officiers de la

véritable armée de l'Espagne : ces Ecoles Militaires où, pour passer les examens d'entrée, il faut d'abord prouver que l'on appartenait, avant le 18 juillet 1936, à l'un des partis du Front Populaire, ou aux Jeunesses, ou à l'une des deux grandes Syndicales. Ecoles « pressées », où, en quelques mois, il faut apprendre ce que l'on apprenait avant commodément en plusieurs années; écoles pratiques s'il en fut, où les futurs officiers apprennent à faire, par eux-mêmes, tout ce qu'ils devront commander, et d'où l'on sort pour aller, tout droit, appliquer « sur le terrain », c'est-à-dire en première ligne, ce que l'on vient d'apprendre.

— Tu sais, mère, ce sont deux de l'Ecole qui ont fait sauter la Maison Blanche : Miaja a dit que c'était l'opération de ce genre la plus réussie de toute la guerre.

Je contemple mon fils qui me parle tout plein d'orgueil de la tâche accomplie par deux de ses camarades frais émoulus de l'Ecole. Il y a à peine un an, mon antimilitarisme farouche aurait frémi à la seule idée de l'entendre parler de « faire sauter » quelque chose. Onze mois se sont écoulés, et nous ont appris, à nous, les mères qui ne permettions pas que nos enfants eussent des soldats de plomb pour jouer, qu'il n'est qu'un vrai pacifisme : celui des armées qui sont, comme celle de l'U. R. S. S., comme la nôtre aussi déjà, l'authentique expression de la volonté de Paix et de Liberté des masses travailleuses, en face de la volonté de destruction des fauteurs de guerre.

Mais la guerre contre l'envahisseur, lorsqu'elle se double de guerre civile, n'a pas que le front des tranchées : il y a aussi celui de l'arrière, celui qui doit annihiler cette « cinquième colonne », dont se vante Franco, la colonne des espions et des traîtres qui nous menace de tous côtés : dans les possibles sabotages des fabrications de munitions, dans les nouvelles « passées » à l'ennemi de nos rangs mêmes, dans les fausses nouvelles répandues pour démoraliser. Aussi le lieutenant-colonel Ortega, organisateur de la défense sur le front de la Cité Universitaire — c'est-à-dire l'un des grands organisateurs de la défense de Madrid — lorsqu'il s'est chargé de la Direction de la Sûreté, a compris — bien qu'en ronchonnant — que le Gouverne-

ment lui confiait un poste au moins aussi important que celui qui en avait fait l'un des héros les plus populaires de la capitale, après avoir été le grand héros de la défense impossible d'Irun et de Saint-Sébastien.

Mais, à sa table, il ne cesse de maugréer : « Moi, un bureaucrate ! Tu vois ça ? »

— Tu es tout de même plus tranquille ici qu'avec tes Basques, lui objectons-nous pour le faire un petit peu rager.

Ça ne traîne pas :

— Mes Basques ! Si à Irun nous n'avions pas eu nos poings pour munitions, parce que messieurs les démocrates ne nous laissent pas entrer nos wagons, les nôtres, tu entends, que nous pouvions voir de nos yeux, à quelques mètres, sur le quai de la gare d'Hendaye, et si, à Saint-Sébastien, je n'avais pas eu, en tout et pour tout, vingt caisses de munitions pour quinze mille hommes, de quoi lutter un quart d'heure, tu verrais où ils seraient mes Basques aujourd'hui !...

Grand Ortega ! Magnifique camarade ! Cette prise d'Irun par un ennemi armé jusqu'aux ongles par l'Allemagne et l'Italie, et réussie parce que, à Hendaye, c'était un « gouvernement démocratique » qui servait les fascistes, il ne peut en parler sans s'exalter. Nous lui rappelons alors qu'après, lui qui fut le premier gouverneur du Pays Basque en guerre, dès qu'on l'envoya au secours de Madrid, il avança, le premier jour, de douze kilomètres, puis qu'il sillonna le Parc de l'Ouest, de ce labyrinthe de tranchées qui devaient rendre Madrid imprenable, précisément du côté où il semblait qu'il dut être pris.

Maintenant, à la Direction de la Sécurité, il « épure » l'arrière, donne la chasse aux fascistes et aux espions embusqués. Il a avec lui tout son petit monde de collaborateurs irremplaçables : le capitaine David, son « second » à la défense de Madrid, et qui, il y a un an à peine, était ni plus ni moins qu'un dessinateur ; son fils Antonio qui, avec d'autres étudiants, remplaçait les livres par la guerre, dans les décombres de la Faculté ; et enfin, Felisa Lazaro, appelée par tous « La Chiqui » (diminutif de Chiquita-la-Petite), qui était, jusqu'au 18 juillet, dactylo dans une banque, et qui a pris tellement au sérieux son rôle de secrétaire d'Ortega, qu'elle l'a accompagné dans toutes les tranchées, aux premières lignes, partout où les bombes et les obus auraient brisé les nerfs de n'importe quelle femme. De n'importe quelle femme qui ne fût pas cette frêle jeune fille, toute menue, toute souriante et tranquille au milieu des plus grands dangers.

Et l'arrière, c'est aussi, c'est surtout le ravitaillement du Front. Les paysans ont laissé la charrue pour le fusil ? Eh bien ! les autres laisseront leurs outils pour la charrue. La récolte est sacrée ; le blé, les pommes de terres rentrés à temps, c'est une grande victoire. A l'appel de « Frente Rojo » (Front Rouge), organe du Parti Communiste à Valence, tous les dimanches, des brigades de choc s'organisent, parmi les travailleurs intellectuels et manuels, pour aller aux champs. On se fatigue, on s'éreinte même, bien sûr ; il y a d'abord le manque d'habitude, mais on en vient à bout tout de même, et l'exemple a vite fait tâche d'huile : dans toute l'Espagne « loyale », ce sont ceux qui, il y a un an, n'auraient jamais pensé à aller à la campagne autrement que pour se reposer, qui remplacent les travailleurs agricoles partis au front. A Linares, le dimanche 27 juin, les cafés étaient fermés, les garçons étaient allés faucher. Et il y a mieux : en plusieurs endroits, ce sont des soldats et des gardes d'assaut, officiers en tête, qui vont, volontairement, pendant les journées « de repos » faire la récolte.

Il y a un an... ! En cette année, parmi les revers et les souffrances sans nom, la victoire s'est organisée. Maintenant on la sent, on la sait, car on sait qu'on saura faire, pour l'avoir, tout le nécessaire. Le visage terrible de la défaite, ce n'est plus chez nous qu'on peut le voir : malgré Guernica la martyre, malgré Euzkadi qu'ils croient avoir pris, ce visage terrible, ceux qui le montrent ce sont ces pauvres gars amenés d'Italie pour servir, eux, les éternels meurt-de-faim, d'engrais à la terre sur laquelle, sans qu'ils sachent pourquoi, leurs tyrans les firent tomber à jamais...

C O N D A M N É A

et libéré par l'action des masses



Malaga s'est rendue. Les troupes italiennes entrent dans la ville

Arthur KESTLER

fait le récit de son arrestation 3*

JE ne rappellerai pas mon arrestation par le détail. Je ne parlerai pas de mes compagnons de prison, ni de la manière dont j'ai été traité dans les geôles de Malaga, Séville, la Linéa. Qu'il me suffise de dire, étant enfin physiquement libre, que j'ai appris à quel point la liberté était une chose relative.

Mais je suis persuadé que l'heure où cette guerre de cauchemar cessera, c'est-à-dire, celle où je serai libre de parler, n'est pas éloignée, et j'ai le ferme espoir que ce moment sera pour la République espagnole celui de la liberté reconquise.

◆ ◆

Je vous ai conté comment ceux qui avaient la charge de défendre Malaga désertèrent la ville le dimanche 7 février 1937.

Or, le gouvernement de Valence a décidé que les hommes responsables de la capitulation de Malaga seraient jugés et châtiés.

Mais retournons à mon journal ; document authentique, dans lequel j'ai noté les faits de cette journée où les rebelles pénétrèrent dans Malaga, alors que j'étais l'hôte de Sir Peter Chalmers Mitchell.

* Voir Regards des 1 et 8 juillet.

Arthur Koestler nous a conté, les semaines précédentes, avec une absolue franchise, déprimante un peu parfois — mais il ne convient jamais de taire une vérité riche d'enseignements futurs — l'agonie de Malaga. Le désordre, une faible part de trahison, opposés à l'héroïsme de ceux qui meurent pour la liberté.

Malaga a marqué la dernière étape de la défense inorganisée de l'Espagne républicaine. Après la chute de la ville, tous avaient compris la nécessaire, l'urgente nécessité d'une conduite nouvelle des opérations : discipline, obéissance, épuration rigoureuse des anciens cadres.

Dans les articles suivants, le courageux journaliste anglais, témoin sans indulgence et cœur solide, nous dit la prise de la ville. Et sa propre capture.

Puis, avec la même rigoureuse impartialité, il va nous décrire les prisons de Franco, la « justice » de Franco.

Pages émouvantes, sur lesquelles plane la menace atroce de la mort...

Dans une rue dévastée par le bombardement. Un milicien quitte le dernier une barricade faite de sacs de terre.



MORT PAR FRANCO

LUNDI 8 FEVRIER

8 heures. — Durant le déjeuner, j'ai observé, à l'aide de jumelles, des croiseurs rebelles arborant le pavillon jaune et rouge des Bourbons devant la port de Malaga. J'attends le bombardement, mais ils ne tirent pas.

8 h. 30. — Des avions rebelles évoluent au-dessus de nous. Ils ne lâchent pas de bombes, pour le moment...

9 heures. — Heure habituelle pour commencer les tirs d'artillerie. Pas une explosion. Soleil et silence mortel.

10 heures. — Un milicien blessé, désarmé, tremblant et à demi mort passe devant la maison et demande de l'eau et des cigarettes. Tandis que je lui donne du feu ses bras et ses jambes tremblent.

« La route de la ville est toujours libre », demande-t-il ?

— Oui.
— Ils ne me tueront pas ?
— Ils ne te tueront pas.
— Etes-vous sûr qu'ils ne me tueront pas ?
— Je suis sûr qu'ils ne te tueront pas.

— Dieu vous bénisse, señor...
Il part en chancelant. L'ont-ils tué?... Qui pourrait le dire?...

11 heures. — Les croiseurs et les avions rebelles continuent d'évoluer paisiblement sur l'eau et dans l'air de Malaga qui est toujours aux mains des gouvernementaux.

Sir Peter et moi décidons de faire un tour en ville afin de nous rendre compte de ce qui se passe.

Immédiatement après notre départ, une mitrailleuse invisible commence à crépiter dans les environs, la rue est prise sous le feu. Nous rentrons vivement; une famille de réfugiés entre dans le jardin. Nous les saluons comme nous en avons l'habitude, du poing levé, salut usuel en Espagne républicaine, mais leurs bras restent immobiles. Nous leur demandons où se trouvent les rebelles et la femme

« Les nationalistes sont partout, sur les collines, ici, là. Depuis ce matin, il y a un drapeau blanc sur la tour de la résidence du gouverneur. »

◆ ◆

Malaga s'est rendue.

Et je me souviens de la dernière déclaration du colonel Villalba, montant dans sa voiture : « La situation est difficile, mais Malaga résistera. »

13 heures. — Un officier portant le casque gris de l'armée italienne apparaît sur la route de Colmenar, juste à l'opposé de notre maison.

Il inspecte les environs et tire un coup de revolver en l'air. Immédiatement, 200 fantassins descendent la rue en ordre parfait. Ils chantent l'hymne à Mussolini, « Giovinezza ».

Passant devant la maison, ils nous saluent et les domestiques, qui, hier encore, levaient le poing, font maintenant le salut fasciste.

Les troupes défilent sans arrêt. Nous sortons sur le balcon comme si nous passions les troupes en revue. Sir Peter et moi devons lever le bras. Nous évitons de nous regarder.

3 heures. — Une compagnie d'infanterie italienne occupe les environs.

4 heures. — Du côté de la ville on entend des clameurs, des hurras et des applaudissements. Les rebelles sont entrés dans Malaga.

4 h. 30. — Des autos ornées de fanions aux couleurs des Bourbons circulent dans les rues. Venant de la ville, on entend, à intervalles réguliers, des détonations. Un domestique émet l'hypothèse que, la bataille étant terminée, ces détonations indiquent le « commencement de la répression contre les criminels rouges »...

Je brûle quelques papiers compromettants : lettres d'introduction de

l'ambassade espagnole et de certains hommes politiques de Valence.

Tout est fini. Nous sommes à la merci de Queipo de Llano. Malheureusement, j'ai déjà eu l'occasion de faire sa connaissance.

MARDI 9 FEVRIER

Arrêté à 23 heures.

L'histoire de l'arrestation de Sir Peter Chalmers Mitchell et de moi-même fait partie d'un ensemble de coïncidences extraordinaires qui prouvent que c'est dans la vie que l'on puise les meilleurs romans.

Ici, je dois faire un petit retour en arrière. En août 1936, un mois après le déclenchement de la guerre, je me rendis, au titre de correspondant particulier, à Lisbonne et à Séville, où je fus reçu par le général Queipo de Llano.

Comme tous les journalistes, je devais me tenir en contact étroit avec le capitaine B., chef des services de presse du gouvernement de Burgos. A la suite d'une discussion avec un correspondant nazi et quelques pilotes allemands dans le hall de l'Hôtel Cristina, je fus dénoncé au capitaine B., comme étant un homme de gauche irréductible. Je dus partir donc assez précipitamment pour Gibraltar.

Depuis cette époque, aucun correspondant libéral ne fut admis en territoire rebelle. Et le capitaine B. jura, ainsi que me le rapporta un collègue français, que si jamais j'étais pris, je devais être fusillé sur-le-champ.

Or, ce fut précisément entre les mains du capitaine B. que je tombai à Malaga...

Le capitaine B... avait un cousin qui vivait à Malaga, et ce cousin — que nous appellerons le Señor B... — devait à Sir Peter d'être en vie, celui-ci l'ayant soustrait aux anarchistes.



Sur les routes, l'exode misérable de habitants de la région de Malaga, fuyant devant les troupes italiennes.

Le Señor B... possédait une propriété voisine à celle de Sir Peter. Il était membre de la phalange fasciste et lorsque la rébellion fasciste fut réprimée à Malaga en juillet 1936, il vint à la maison de Sir Peter pour lui demander aide et protection.

Sir Peter l'installa à l'étage supérieur de sa maison, dans la pièce même que je devais occuper plus tard, et le Señor B... lui remit des documents enfermés dans une enveloppe que Sir Peter enferma dans son secrétaire.



Devant une maison que le bombardement a réduit à une façade démantelée, la déflagration d'un obus de gros calibre a renversé une automobile.

me d'un music-hall parisien. Il se blait très satisfait de ses deux trouvailles.

Sir Peter eut une idée heureuse, ce qui lui arrivait fréquemment.

« Ecoutez-moi », dit-il doucement, « nous allons partager : tu gardes le programme et je conserve la carte... »

L'anarchiste qui, ainsi que je l'ai déjà dit, était très jeune, fut d'abord indigné, puis accepta l'échange par sympathie pour Sir Peter.

Quelques jours plus tard, le Señor B... se réfugia à Gibraltar avec l'aide de Sir Peter et du Consul britannique à Malaga.

Ses bagages restèrent chez Sir Peter et sa maison fut transformée en hôpital militaire.

Le lendemain de l'entrée des rebelles, le Señor B... revint à Malaga et fit une visite à la maison de Sir Peter pour rentrer en possession de ses bagages. C'était le mardi 9 février à 11 heures du soir, à l'instant même où son cousin, accompagné de deux officiers, vint m'arrêter, le canon de son revolver appuyé sur ma nuque.

J'étais donc sauvé, pour le moment tout au moins, grâce au vieux programme de music-hall parisien...

Une telle intrigue présentée dans un film ferait hausser les épaules.

(Copyright « Regards » et « Opera Mundi »).



Ils sont là...

*l'approche des fascistes
de la capitale vue
de la rédaction du "HERALDO"
par un journaliste madrilène*
Fernando de la MILLA

JE hais la fanfare héroïque, et pour ce numéro spécial de « Regards », consacré à l'Espagne républicaine, je veux simplement rassembler, vus d'un angle simple et humain, quelques souvenirs d'un moment difficile de la défense de Madrid. Quand je raconterai un instant de faiblesse, je dirai vrai. Quand je décrirai l'emportement, l'ivresse, le sublime d'autres instants, croyez-moi de la même manière. En parlant de notre guerre, je dirai du bon et du mauvais; je ne dirai rien d'inexact.

Journaliste, je vous apporte une vision de notre guerre aperçue de la rédaction de mon journal. Une rédaction est toujours une « caisse de résonance » implacable et terrible. Les événements y obtiennent une répercussion amplifiée, immédiate et vertigineuse.

Il m'agaçait, mon directeur, Alfredo Cabanillas. Rien n'énerve plus un nerveux que quelqu'un qui n'a pas de nerfs. Depuis le commencement de la guerre, mon directeur avait abandonné son bureau et s'était installé dans la salle de rédaction, très vaste salle, au décor byzantin, aux murs couverts de sentences latines. Cabanillas, plus qu'un directeur, était un bon ami, un cordial confrère; il voulut être parmi nous, tout comme un autre camarade, recevant les dernières nouvelles en même temps que nous,

cherchant, pour ainsi dire, une communauté de travail, d'émotions et de danger. De danger, il y en avait, car la rédaction donne sur la rue et l'on pouvait s'attendre, à chaque instant, à la visite de quelques balles de fusil ou de quelques obus.

C'était la date tragique : le 7 novembre. Les fascistes étaient là, dans la banlieue, à l'entrée même des quartiers ouvriers.

Cabanillas s'approcha de ma table :

— Tiens, Milla. Tu vas me faire un joli petit article sur la réorganisation de notre économie au lendemain de la victoire...

C'en était trop ! J'éclatai !

— Tu es fou !

— Comment ?

— Je te dis que tu es fou. Tu ne vois pas qu'ils sont là, que nous ne pouvons rien faire, qu'il n'y a ni canons, ni fusils, ni poudre ? Ne vois-tu pas qu'on nous abandonne, que même la France, notre France ! se f... de nous ? Et maintenant, tu veux un article sur notre réorganisation économique et tu parles de notre victoire !...

— Mais...

— Mais quoi ? Un article de ce genre ce soir... Eh bien ! tu sais, ce serait une belle rigolade !

— Peut-on savoir, mon ami, ce que tu as ?

— J'ai faim, j'ai sommeil, j'ai la fièvre ! Et j'en ai marre, du journal, de toi, du Gouvernement, de la démocratie et de tout le fourbi. Voilà.

— Il faut pourtant, mon petit, faire le journal.

— Non. Quand on ne peut plus s'entendre sous le fracas de la canonnade, de la fusillade, des maisons qui s'écroulent, quand les gens meurent évanés dans les rues, on ne fait plus de journaux. On fait la guerre tout simplement, mais pas avec de la paperasserie, mais avec des fusils et des balles. Allons, ferme ta boîte, et tous au front ! Mais rester ici comme de pauvres bougres en attendant qu'on vienne nous faire souter la cervelle, ah ça ! tu sais, ne compte plus sur moi !

Quelques confrères qui s'étaient approchés faisaient un demi-cercle devant ma table.

Les uns affirmaient que j'avais raison. (Ils se trompaient comme moi.) D'autres me blâmaient. (Ils n'avaient pas tort.)

On rappela les gentilles promesses des fascistes aux rédacteurs du « Heraldo de Madrid ». Les gens de Franco nous témoignent une prédilection vraiment touchante.

Et, pourtant, l'« Heraldo » n'est pas un journal extrémiste. Il est simplement un journal républicain-démocratique. Mais les fascistes ne pardonnent pas le fait que leurs propriétaires, les Frères Busquets, de grands industriels de Barcelone, des bourgeois, enfin, aient consacré leur argent à la cause du peuple.

L'après-midi, ça chauffait vraiment. Les mauvaises nouvelles, les bruits les plus décourageants, se succédaient sans cesse.

Nous avions réuni une petite assemblée où l'on échangeait des opinions et des projets.

— S'ils entrent, disait l'un, quand tout sera perdu, je lâcherai pied vers Valence.

Un autre :

— Non, je n'attends pas froidement que l'on vienne me chercher. Au dernier moment, je me lance dans la rue. On mourra en tuant.

Tel autre, optimiste, merveilleux naïf : — Mais, enfin, c'est idiot de penser qu'ils vont nous fusiller tous. Le pire qu'il puisse nous arriver à nous, pauvres petits journalistes de rien du tout, c'est qu'on nous foutra dans un camp de concentration. Autrement, eh bé ! ça serait le comble. Barbouiller toute sa vie des inepties à quatre sous pour finir le long d'un mur, devant un peloton...

Ruiz de la Serna, grand poète et critique musical, chargé aussi, le malheureux ! lui si délicat, si sensible, de l'épaisse information municipale, superbement intelligent et superbement paresseux et aboulique, débita son plan avec la plus simple et touchante placidité.

— Non, je ne me fais pas d'illusions. S'ils prennent Madrid, nous, tous, absolument tous, nous serons bien foutus. Mais moi, vous savez, moi, je ne bouge pas. D'ailleurs, ils vont fouiller toutes les maisons. Je reste chez moi. Heureusement j'ai pu rassembler quelques bouteilles de fine. Mes deux filles sont à Valence. Ma femme va partir aussi. C'est parfait. Je vais me saouler fastueusement, puis je vais attendre, puis je vais recommencer. Et je vous assure que je ne vais pas boire pour oublier mes peines, comme dans les tangos, mais pour mon bon plaisir. Relire Cervantès en devenant saoul !... Je suis modeste et je n'en demande pas plus. Ce n'est pas que je sois plus courageux, plus stoïque que les autres; c'est, tout simplement, que ma paresse, mon apathie, mon indolence sont tellement insurmontables que je me sens tout à fait incapable du moindre effort. On meurt... Tant pis. On aura, tout de même, crevé pour quelque chose qui en vaille la peine.

Puis ce furent les sirènes de la police, des usines, des édifices publics qui annonçèrent l'approche de l'aviation ennemie. On ne bougea pas. Un peu, sans doute, par habitude. Un peu aussi, peut-être, pour ne pas « décomposer la figure ».

Quelqu'un nous fit remarquer l'attitude de Juanito Olmedilla, notre critique dramatique, tête magnifique, puriste obsédé, styliste jamais satisfait, et en plus de cela, un drôle de type, bohème et cynique à outrance. Depuis le 18 juillet, il

s'habillait en milicien, armé jusqu'aux dents. Il s'était battu comme un brave à la prise de la caserne de la Montana (notre Bastille). Moitié correspondant de guerre, moitié guerrier effectif, il venait de parcourir tout le front de l'Andalousie, accourant à Madrid aussitôt qu'il apprenait le danger couru par la capitale.

Chose étonnante, il ne prenait pas part à notre conciliabule. Il se tenait à l'écart, à sa table, travaillant sans mot dire.

On l'interpella :

— Et toi, Juanito, qu'est-ce que tu dis ?

— Je ne dis rien. Laissez-moi tranquille.

Trois explosions formidables, chacune plus proche.

Ils nous cherchent, fit quelqu'un.

D'autres camarades, la plupart affirmèrent leur pleine assurance en faisant des invocations héroïques.

— Ecrasez-nous ! C'est égal ! Il faudra nous anéantir tous avant de pouvoir prendre Madrid ! Nous vous disputerons le terrain pouce par pouce : chaque rue, chaque maison, chaque chambre. Vous en aurez pour longtemps !

Un tout petit homme qui venait d'entrer au journal pour remplacer provisoirement deux camarades combattant au front, se permit de dire :

— Je ne sais pas, mais je crois qu'il n'y a plus rien à faire. Surtout, il faut faire attention, parce que... enfin... plus on leur résistera, plus ils deviendront furieux. Ils vont faire une boucherie épouvantable. Et, tout de même... quand on a bien prouvé son héroïsme et qu'on ne peut plus...

Nous ne lui laissâmes pas finir son vilain discours et tombâmes sur lui comme une trombe.

Le directeur s'empara de lui pour l'arracher à notre indignation et lui cracha à la figure :

— Misérable, lâche !

Mais Juanito Olmedilla, si bavard, si exubérant à l'ordinaire, ne sortait pas de son mutisme. Il s'était contenté de lever un peu la tête pendant la petite bagarre avec le sale type. On le taquina.

— On dirait, mon vieux, que tu as peur.

Il se dressa tout pâle, frémissant, les yeux exorbités.

— J'en ai assez, hurla-t-il, de toute votre comédie héroïque. Oui, moi, je bourre le crâne aux autres, mais je ne suis pas si bête pour me bourrer le mien moi-même. Oui, j'ai peur. Je le dis, je le déclare, je le proclame ! Avez-vous bien entendu ? J'ai peur ! Je n'ai pas cessé toute la nuit d'entendre la fusillade. Je n'en puis plus. Et pourtant, je ne suis pas un lâche, vous le savez tous parfaitement. J'ai accompli mon devoir comme tous les autres, peut-être plus que quelques-uns. Mais les nuits d'insomnie m'ont détraqué. Et cette nuit j'ai conclu que je ne veux pas mourir. Non.

Je ne veux pas mourir ! Je suis jeune, j'ai travaillé toute ma vie comme un chien pour ne réussir qu'à gagner péniblement mon pain. Je conserve tous mes désirs, tous mes rêves intacts. Et maintenant, mourir, et mourir devant un peloton de brigands. Non ! Je me refuse ! Je ferai une absurdité, je ferai n'importe quoi. Mais je ne reste plus ici sachant qu'ils approchent et que nous n'avons rien pour les contenir. Cela est plus fort que moi. Et je sens que je deviens fou. Je n'en peux plus !

Sanglotant, le malheureux tomba sur la table.

Cabanillas intervint cordialement.

— Voyons, tu es énervé, tu es éreinté comme tout le monde, voilà tout. Bois un peu de cognac et ça ira mieux. Tu n'es pas un lâche et tu l'as bien prouvé.

— Non, cette nuit je me suis révélé à moi-même. Je suis un lâche ! Je suis un lâche !

Il ne l'était pas. Il ne l'est pas. Il est simplement un homme blessé, capable de tous les héroïsmes et de toutes les faiblesses.

Un homme, à peu près, comme tous les autres.

Le reporter politique vient d'entrer dans la rédaction. Son calme est trop forcé, il n'y a qu'à le voir. Mon Dieu ! il chantonne aussi ! Très lentement — même très cinéma — il ôte son pardessus et son chapeau.

Nous l'interrogeons, tous, en même temps. Il fait un terrible effort pour sourire. Il n'y réussit que péniblement.

A la fin :

— Le Gouvernement va partir pour Valence, dit-il.

Une exclamation générale.
— Non !
— Bon. Comme vous voudrez.
Un long silence accablant. Peu à peu, on se refait. Je signale la « complicité » de Cabanillas.

— Tu le savais !
Il avoue :
— Parfaitement. J'allais vous le dire tout à l'heure.

Quelqu'un fit :
— Alors, quoi ?... Est-ce que c'est fini ?
Cabanillas résuma la pensée de beaucoup d'entre nous :
— Fini ? Pourquoi ? Le Gouvernement, bien entendu, a eu tort. Il a eu tort de rester ici jusqu'à maintenant. On le lui a bien dit, mais il ne voulait pas écouter.

Ruiz de la Serna ricana :
— Si on l'avait su, on aurait fêté tant bien que mal notre dernier numéro.
— Notre dernier numéro ! riposta Cabanillas. Veux-tu te taire ?

Pour la première fois, il parlait d'une voix rauque, quasi étranglée.
Là-dessus, on s'engagea dans toute une série de rigolades d'un humour truculent et macabre. Au fond de la brutale bouffonnerie se cachaient l'épouvante et la frousse. Tous d'accord pour faire le clown, mais personne ne s'y trompait. Nous nous embrassions en feignant des gémissements et des Niagaras de larmes. De la farce, la plus naïve et la plus grotesque, et, peut-être aussi, la plus stupide.

Je me lassai vite de l'effroyable mascarade, plus dramatique que notre drame même. Je m'assis dans un coin et je pensai à ma femme et à ma fille. Ce n'était plus de la peur, c'était de la colère et de la rage contre ceux dans lesquels nous avions mis la plus sensée et la plus fondée des espérances. Nous avions raison, nous avions toute la raison, nous avions une raison si imposante, si gigantesque que, pour accepter d'être tellement abandonnés il fallait aussi accepter qu'on était devenu fous et qu'on n'y comprenait plus rien. Pourtant moi, qui étais — qui suis — presque un Français par la nature de mon instruction, mes affinités électives, mes liens familiaux, et enfin, par ma liberté inaliénable de choisir mes préférences et mes amours, moi, dans mon petit coin, rongé par mon amertume, je songeais à la France et je me refusais, malgré tout, à en conclure que tout cela était encore un espoir déçu.

On remarqua mon isolement. Et pour dissimuler mon agitation, je me mis bêtement à répéter notre « no pasaran » en l'accompagnant de petits coups sur la table. Si je ne le faisais pas pour rire, je le faisais bien pour ne pas pleurer. J'avais commencé doucement, gardant avec les petits coups, un rythme très marqué, très juste, très précis. Quelque chose, enfin, de musicalement géométrique.

Et tout le monde m'imita :
No pasaran! No pasaran! No pasaran!
Le ton s'élevait progressivement. Cabanillas, d'abord, nous supplia de nous calmer. On l'envoya promener. Il a ri et il a pris part à notre concert. Les employés du hall, le chasseur, les cyclistes, vinrent voir ce qui se passait. Et le cœur augmenta d'ampleur. Puis, ce furent ceux de l'Administration qui vinrent voir si la rédaction n'était pas devenue mauboule. Et notre entrain les entraîna.

No pasaran! No pasaran! No pasaran!
Ce furent encore les typographes, les linotypistes, les machinistes, les gens qui attendaient dans le vestibule. Deux cents voix de plus. Il n'y avait plus de place pour une mouche. Ou ouvrit les portes donnant sur le hall et sur l'escalier. On étouffait. On ouvrit encore la fenêtre du grand balcon sur la rue, d'où montaient déjà d'autres « No pasaran » unanimes.

Nous n'étions pas devenus sérieux. Nous étions devenus furieux. Des figures congestionnées. Des poings levés et des coups de poing sur les tables, les chaises, les armoires, les machines à écrire. Des gestes magnifiques d'affirmation irréfutable. Nous nous regardions sans nous voir. Chacun s'était isolé dans son exaltation. C'était l'emportement, le ravissement, l'extase ! Oui, nous étions devenus fous, heureusement, glorieusement, divinement fous.

No pasaran! No pasaran! No pasaran!
Ils ne sont pas passés.

Lettre ouverte à PYRRHUS

NON-INTERVENTIONNISTE

par André WURMSER

VOUS avez, cher Pyrrhus, dès la rébellion des généraux espagnols, formulé des vœux pour les Républicains — et préconisé leur désarmement par l'embargo sur les armes. A peine les avions de M. Mussolini tombaient-ils en Afrique du Nord que vous vous félicitez du sang-froid de M. Delbos. Pour nous mieux accabler, vous avez baptisé ce bon tour et cette mauvaise politique de « non-intervention » et ceux qui refusaient de rompre avec le gouvernement régulier de l'Espagne d'interventionnistes, c'est-à-dire de bellicistes, et aussi de stalinien, et même d'énergumènes. Vous avez, hautement, proclamé votre sympathie envers ceux qui meurent pour la liberté du monde, puis, vous avez couru au plus pressé : vous avez protesté contre l'exécution de Zinoviev et — hier encore — rédigé une solennelle déclaration en faveur de ceux qui, en Catalogne, traitèrent la mobilisation de « trahison de la classe ouvrière » et suscité ces troubles de Barcelone, qui ont coûté si cher à l'Espagne envahie.

Je vous ai rencontré plusieurs fois depuis que, pour la défense de la paix, nous ne nous rencontrons plus. Vous avez souri lorsque je vous ai dit : « La guerre que vous voulez éviter, Pyrrhus, est commencée, oui, la guerre que les fascistes se doivent de mener contre les démocraties, et cette guerre, je souhaite avant tout que les démocraties ne la perdent point ! » « Allons donc ! répondez-vous, la guerre, cette guerre ! Mon cher, vous n'avez pas connu Verdun... » Et il était bien vrai que la guerre n'était pas encore la guerre totale qu'elle devient, lentement, sûrement. Comme elle n'était pas encore la guerre générale que peut-être elle deviendra — non-interventionnellement !

C'est que, cher Pyrrhus, nous ne sommes pas antifascistes de la même façon, vous et moi. Vous êtes antifasciste de cœur. Mais vous êtes plus intégralement pacifiste qu'antifasciste. Votre pacifisme est militant, et dussiez-vous déclencher demain un inéluctable cataclysme, vous refuseriez aujourd'hui d'en envisager l'éventualité. Votre pacifisme est militant. Votre antifascisme est platonique. Aussi bien êtes-vous moins antifasciste qu'anti-antifasciste. Vous avez moins peur, dans votre pacifisme intégral-

lement aveugle, du fascisme que de notre refus du fascisme.

C'est pourquoi vous avez applaudi aux reculades de l'Europe démocratique; c'est pourquoi vous avez dénoncé, chaque fois que de nouveaux canons allemands débarquaient à Saint-Sébastien, chaque fois que de nouvelles troupes italiennes débarquaient à Cadix, le « bourrage de crâne » de la presse de gauche. Il n'est depuis un an qu'un acte contre la paix que vous ayez stigmatisé avec vigueur. Ce ne fut ni le bombardement d'Almeria, ni le discours de Mussolini (« ne les excitons pas, voyons ! »), ce fut le cri d'alarme de « L'Œuvre » au sujet du Maroc espagnol. Car vous êtes vigilant, Pyrrhus, oh ! combien vigilant !

Et votre politique aboutit à sa fin logique : les fascistes se moquent de vous — et de nous.

Vous voici victorieux... Pyrrhus!

Que disions-nous, l'an passé? Que la rébellion n'avait été possible qu'avec le concours du fascisme international, que le général Sanjurjo revenait de Berlin, lorsqu'il s'envola de Lisbonne, que si nous hésitions à soutenir le gouvernement républicain, le gouvernement régulier de l'Espagne, les dangers de guerre se multiplieraient. Vous nous traitiez de dérouléards. Il fallut, pour sauver Madrid, le discours de Maisky, à Londres, et que l'U. R. S. S. tint parole. Aujourd'hui, M. Buré écrit : « J'ai été partisan de la non-intervention; je me demande si je ne me suis pas trompé. » Notre ami commun, Guéhenno, parle comme il se doit. Mais vous, Pyrrhus, vous, plus révolutionnaire que quiconque, quand prononcerez-vous votre « mea culpa » ?

Que disions-nous l'an passé? La politique de non-intervention ne serait concevable qu'appliquée par tous, avec rigueur, mais comment espérer que le fascisme ne soutienne pas le mouvement qu'il a provoqué, si nous l'assurons qu'il ne court aucun risque à le faire? Ce n'est pas parce que les démocraties renonceraient à leur solidarité que le fascisme international perdrait sa virulence. Vous répondez en nous accusant de manquer de confiance en Hitler; vous disiez : ce n'est pas question de

confiance ou de méfiance... bien plutôt : piquons-le d'honneur!

Nous disions : déplorable calcul que sacrifier l'Espagne à la paix du monde; le fascisme n'est pas un ogre dont la faim s'apaise; sacrifier l'Espagne, c'est perdre les chances de la démocratie française, et non sauver la paix. Vous répondez : « Vous souhaitez la guerre, par haine du fascisme ! »

Nous disions : quel terme fixer à ce jeu de dupes? Vous irez de reculade en rebuffade; chaque jour le danger s'accroît — et si vous devez un jour dire : non ! ce non sera plus menaçant pour la paix qu'il ne l'eût été aujourd'hui... Vous répondez : « Nous serons fermes, comptez-y. Il faut qu'aux yeux de tous les peuples le fascisme porte la responsabilité du conflit qu'il provoquerait. » Mais l'intervention ouverte, avouée, proclamée, de Mussolini vous laisse non-interventionniste. (Et quels moyens de faire entendre la vérité aux peuples asservis? Censure à Rome. Censure à Berlin. La presse allemande n'a pas publié les propositions franco-anglaises. Ceux qu'aveugle encore le hitlérisme ne savent rien, rien, rien.) Mais vous, votre logique linéaire vous satisfait, Pyrrhus : Chaque jour de paix, dites-vous, est une victoire sur la guerre. Ce qui serait vrai... si la guerre n'était commencée, Pyrrhus, encore que vous n'y participiez pas : désormais, chaque journée de guerre est une défaite de la paix. Sachez qu'en 1914, un quart d'heure avant le début des hostilités, il était trop tard pour éviter la guerre... une heure aussi... et deux jours... Dans toute agonie, un moment arrive — d'ailleurs indiscernable — où il est trop tard pour sauver le malade — ou la paix. Laisser venir ce moment, ce n'est pas « gagner du temps », c'est perdre la paix!

Lorsque nous disions : la politique qui mène à la guerre mondiale, c'est la vôtre, nous avions raison. La preuve en est faite!

Lorsque nous mettions le monde en garde contre une intervention de plus en plus grande des fascistes en Espagne, nous étions les vrais défenseurs de l'Espagne et de la démocratie.

Lorsque nous voulions interdire aux fascistes, alors que la défaite de Franco ne les eût pas compromis, de s'engager plus avant, nous étions les véritables frères des pacifistes allemands et italiens, nous étions les vrais défenseurs des peuples opprimés, qui ne se libéreront pas par l'apport de baïonnettes étrangères (nous sauvions la face au fascisme, peut-être, du moins nous sauvions la paix). Le vrai belliciste, le vrai aveugle, c'était vous, Pyrrhus.

Je suis sévère pour vous, qui êtes mon ami. Aussi, je veux ajouter que je vous sais de bonne foi. Non, Hitler ne vous paie pas. Pour qu'il vous paie avant, il faudrait que vous soyez le traître que vous n'êtes pas; pour qu'il vous paie après, il faudrait qu'il ait le sens de l'ironie...

Que du moins cette affreuse année vous serve d'exemple. Soyez plus préoccupé de combattre la guerre — la guerre qui est là, à Bilbao, à Madrid — que nos alliés de la Paix, ou nos amis du Front Populaire. Et quand les assassins crient : « La parole est au canon ! », ne soyez plus dupe de vos scrupules. Il ne s'agit pas de gagner le Paradis : il s'agit de ne pas perdre ce qui reste de liberté sur terre!



LE MONDE CATHOLIQUE ET LA GUERRE D'ESPAGNE

(Suite de la page 16.)

Mais qu'est-il arrivé à partir du 18 juillet ? La majeure partie du clergé et des catholiques s'est rangée, dès le premier moment, aux côtés des militaristes rebelles et s'est proclamée fasciste. Le peuple a répondu. Est-ce que moi, catholique, je dois me montrer gai à cause de ces événements ? Pas du tout, mais je suis un homme de logique. Je suis un avocat et je suis habitué à connaître, à apprécier les causes et les conséquences. Et quand je considère la conduite de certains catholiques et du clergé de mon pays, je suis obligé de déplorer, mais de comprendre, les représailles des masses populaires.

... Alors, s'il n'est pas vrai que le gouvernement était communiste, s'il n'est pas vrai que la liberté de conscience était persécutée, pourquoi la rébellion ?

C'est bien simple. En Espagne les riches, les grands propriétaires ont de la propriété une conception féodale. L'armée a de son office une conception de caste, de caste privilégiée. Et tout cela allait prendre fin avec la République, une République cependant bien bourgeoise, lente dans ses procédures et respectueuse des intérêts conservateurs ! Et voilà pourquoi la guerre. Ne cherchez pas une autre explication.

Souvent vous entendez, quand on parle des rebelles : « Ils défendent la religion ». La religion ? Avec des Maures ? Mais s'ils souhaitent ressusciter la législation du XV^e siècle, nous verrons la persécution des Juifs — ce ne serait pas original, il faut le reconnaître —, nous verrons la persécution des socialistes, nous verrons la persécution des maçons, nous verrons la persécution des libéraux. »

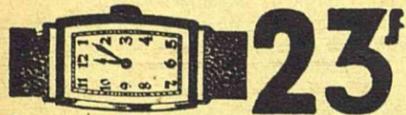
La question, qui pour certains peut aller jusqu'au cas de conscience, eut été, ai-je besoin de le dire, plus facilement résolue, si, aux premiers jours de la révolution, des religieux réguliers ou séculiers n'avaient pas été suppliciés ou massacrés indéniablement parce qu'ils étaient religieux et pour cette seule raison. J'estime, pour ma part, que ces massacres n'ont aucune espèce d'excuse ; mais il n'y a pas un homme de bonne foi, croyant ou incroyant, qui ne les réprouve. Alors que la situation telle que j'ai dû trop brièvement la résumer, montre à l'évidence qu'il s'agissait d'un règlement de comptes entre hommes, je ne tirerai jamais argument du fait que des exaltés ou des éléments impurs aient été trop loin, pour abandonner l'ensemble des troupes qui se défendaient légitimement.

Et je ne peux rien dire de plus fort que ce qu'avancent les Dominicains anglais dans un texte que tous les croyants devraient connaître :

... En ce qui concerne les persécutions religieuses, il faut s'entendre : ou bien les prêtres et les religieuses d'Espagne sont des martyrs, ou bien ils ne le sont pas. S'ils le sont, il est sacrilège d'exploiter leur sang et leurs souffrances pour attiser la guerre fratricide et pour demander une intervention étrangère en faveur des rebelles. Dieu doit-il lui aussi devenir fasciste ? Il n'est pas honnête de vouloir faire de Dieu le policier de l'Etat, chargé de sauvegarder également les biens matériels de l'Eglise.

Heureusement, une grande partie de l'opinion catholique se refuse de suivre la voie que lui indiquent les forces de la réaction qui défendent leurs privilèges. »

Robert HONNERT.



Bracelet Dame, plaqué or . . . 25 fr.

Directement de la Fabrique

à nos Clients. Garantie 6 ans

À ces prix exceptionnels, il ne sera pas

délivré plus de 3 montres par client.

4 Herlog, Doubs, 96, r. d'Hauteville, Paris

SUR LE FRONT D'ARAGON

(Suite de la page 9.)

Dans les tranchées, j'ai rencontré un combattant, un paysan aragonais. Je l'ai reconnu à la cicatrice sur la joue.

Au mois d'août, il nous fit rire : il était arrivé à Barbastro, armé d'un mousqueton antique, en disant : « J'ai chassé les sangliers, maintenant je vais chasser les généraux. » Nous échangeons des propos ; soudain, il se met à rire joyeusement : « Tu vois ? Des tanks, de vrais tanks ! »

Un Catalan m'a dit récemment : « Rien à faire, nous sommes un peuple pacifique. En Catalogne, nous avons de bons peintres, des chimistes, des horticulteurs, des ingénieurs, mais nous n'avons jamais eu de grands généraux... Jusqu'aux termes militaires qui manquent dans notre langue... » Par malheur, la terminologie fasciste n'est pas bien compliquée : « Bombes italiennes » et « obus allemands », on n'a guère besoin d'un dictionnaire pour s'y entendre.

Le moment est décisif pour la Catalogne. Pendant onze mois, le front aragonais était une frontière immobile : d'un côté, les potences de Saragosse, de l'autre, les cafés de Barcelone. Maintenant, ce front est en mouvement. Aujourd'hui, ce sont les républicains qui attaquent. Qui peut affirmer que les chemises noires qui pillent actuellement le pays basque ne préféreront pas demain Lerida à Guadalajara, pleine de souvenirs ? Si les républicains ne réussissent pas à déloger les fascistes des montagnes aragonaises, ceux-ci se dirigeront vers la côte. Les écrivains : « Attention ! Direction du Front ! » n'auront bientôt aucun sens. Le front aragonais vit ses derniers jours : les fascistes veulent le transformer en front catalan ; l'unité et la fermeté des républicains peuvent le transformer en front de Navarre.

Ilya EHRENBURG.
(Traduit par J. E. P.)

regards

ABONNEMENTS

FRANCE & COLONIES
3 mois : 18 fr. - 6 mois : 32 fr.
un an : 58 fr.

BELGIQUE - SUISSE
LUXEMBOURG - CANADA
6 mois : 40 fr. - un an : 72 fr.

Pays de l'Union postale :
6 mois : 42 fr. - un an : 78 fr.

Autres pays :
6 mois : 54 fr. - un an : 96 fr.

Pour chaque changement
d'adresse envoyer la bande du
dernier numéro reçu et joindre
1 fr. en timbres-poste.

RÉDACTION, ADMINISTRATION, PUBLICITÉ
NOUVELLES ÉDITIONS REGARDS
SOCIÉTÉ ANONYME R. C. S. 257-566 B
89, RUE D'HAUTEVILLE, PARIS - X^e
Téléphone : PROVENCE 52-13
Chèque postal : PARIS 1715-54
Les manuscrits non demandés ne seront pas rendus.

CONTRE L'INCENDIE

Assurez-vous à

"LA SOLIDARITÉ"

9, rue de Maubeuge, PARIS

Administrée par les Associations

Coopératives et Ouvrières

Capitales en cours

QUATRE MILLIARDS DE FRANCS

DEMANDE DES AGENTS

partout où elle n'est pas représentée

IL FAUT A REGARDS 150.000 LECTEURS !

Pour votre entreprise
votre quartier

votre commune
votre lieu de villégiature

demandez-nous des spécimens gratuits et des affiches.

Faire connaître "Regards" c'est gagner des lecteurs !

22

A ALVAREZ del VAYO

(Suite de la page 15.)

Il n'est pas possible que l'Espagne meure, car nous devons à l'Espagne ce que la passion aristocratique de l'autonomie intérieure. Si les floraisons qu'elle donna ont germé une fois dans l'Histoire sur le terrain catholique, alors qu'il s'agissait de jeter l'âme de l'Europe, pour ses tâches les plus pressantes, dans un moule unique et dur, c'est à l'Espagne que nous le devons. Et c'est parce que l'Espagne a labouré ce terrain avec un feu brûlant qu'il appartient encore à l'Espagne de nous apprendre pourquoi il y pousse un autre aliment. C'est à l'Espagne, à l'Espagne républicaine et libre qu'il faut demander la signification d'un catholicisme inédit, ramené par les nécessités économiques, communes au monde entier, à son sens étymologique d'universalité morale et débarrassé pour cette tâche de ses simulacres devenus vains, de son clergé inféodé aux puissances temporelles, de son poulinisme

jésuitisé, hostile à l'amour du Christ pour ceux à qui le pain et le vin manquent. Nous savions depuis longtemps, depuis Goya, depuis Cervantès même, et c'est cela que vous étiez venu nous confirmer voici plus de deux ans.

L'universalité morale est et sera toujours avec ceux qu'on torture dans les prisons, contre ceux qui les torturent. Elle est avec ceux qui se battent pieds nus, le ventre creux, les poches vides, contre les mercenaires qui, après avoir égorgé les mineurs des Asturies, sont revenus encadrés d'armées étrangères à la solde des grands trusts, pour ensevelir sous les ruines de leurs pauvres villages les paysans de Castille et les ouvriers de Biscaye ou d'Andalousie. L'universalité morale refuse l'accès de la table où l'on communique à ceux qui ont dérobé furtivement la torche révolutionnaire pour rallumer le bûcher de l'Inquisition. Elie FAURE.



vous rappelle que les vacances sont proches

PARTEZ DONC A DINARD ou à VICHY, LE CROTOY, NICE, St-MALO, CHAMONIX

Vous vous reposerez et vous vous amusez économiquement grâce à



POUR NOS AMIS DE PROVINCE

Si vous désirez visiter

L'EXPOSITION

aux conditions les meilleures, sans crainte de surprises désagréables, consultez-nous sur

NOS SÉJOURS A PARIS

	1 PERSONNE 1 CHAMBRE		2 PERSONNES 1 CHAMBRE		Repas libres non compris
	Catégorie Populaire (sans eau courante)	Catégorie Touriste (avec eau courante chaude et froide)	Catégorie Populaire (sans eau courante)	Catégorie Touriste (avec eau courante chaude et froide)	
3 JOURS PLEINS avec visite de Paris en car	110	125	205	225	2
6 JOURS PLEINS avec visite de Paris et Versailles en car	235	270	425	480	4
12 JOURS PLEINS avec visite de Paris, Versailles et Fontaine- bleau, en autocar	465	530	860	955	5

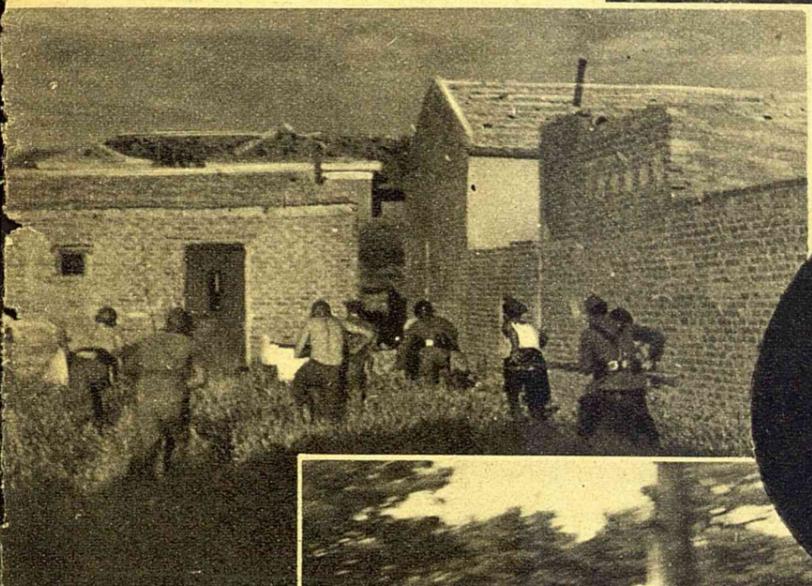
Ces prix comprennent le logement, les 3 repas (boisson non comprise), le service et les excursions en autocar. Dans chaque séjour il est prévu des repas libres à la charge des Touristes, afin de leur donner une plus grande liberté (Voir colonne 5).

SÉJOUR LIBRE ne comportant que le Logement et le petit Déjeuner (Service compris)

3 JOURS	50	70	85	105
6 JOURS	60	125	140	195
12 JOURS	160	225	245	330

Ecrire à REGARDS-TOURISME - 89, rue d'Hauteville, PARIS (X^e)

BATAILLES



A l'assaut ! A Carabanchel, les miliciens, poitrine offerte, prennent le départ pour un coup de main.



Jégovie. Dans les bois fauchés par la mitraille, un tank entre en action.



Agent de liaison, le motocycliste des milices espagnoles s'en va signaler l'arrivée des avions fascistes.

Un document exceptionnel ! A quelques mètres d'un canon de 155 court, un obus de 77 explose. Notre photographe Chim se trouvait, exactement, à 10 mètres du point de chute que marque, sur l'épreuve, une brume de fumée.



(Photos Taro et Chim.)

regards

NUMÉRO SPÉCIAL

10
1 fr. 50
2 frs. BELGES
0.40 fr. SUISSE
24 pages



Un an de Guerre en ESPAGNE

Articles de
Margarita NELKEN - Elie FAURE
Nordahl GRIEG - Claude MARTIAL
Robert HONNERT - André WURMSER
etc...; etc.

Photos de Capa - Chim - Taro - Walter
MISE en PAGE de E. PIGNON